



BUILD AFRICA **Rendez-vous à Brazzaville en 2016**

See you in Brazzaville in 2016



BUILD Brazzaville
du 5 au 7 Février 2014
February 5-7th 2014



Cuvette Ouest
**Le désenclavement,
une réalité tangible**

*Cuvette Ouest
Opening up the land,
a tangible reality*

L'ACCÈS À LA PERFORMANCE ET À LA TECHNOLOGIE



SOMMAIRE « » CONTENTS

Préface de Denis Sassou N'Guesso 04 Preface by Denis Sassou-Nguesso

Président de la République du Congo
Overcome Africa's infrastructure deficit

Surmonter le déficit en infrastructures de l'Afrique

Edito de Jean-Jacques Bouya 06 Editorial by Jean-Jacques Bouya

Ministre de l'Aménagement du territoire et de la
Délégation générale aux grands travaux
Equip the country with infrastructure and sustainably
exploit its strengths

Equiper le pays en infrastructures
et exploiter durablement ses atouts

Dans l'actualité 08 Current events

Les nouvelles du trimestre
Quarterly news

A la une 10 Top story

Cuvette Ouest : le désenclavement est là !
Cuvette Ouest: unlocking the land

Interview de Jean-Jacques Bouya 14 Interview with Jean-Jacques Bouya

« Depuis 50 ans, le Congo et la Russie
ont développé une coopération avantageuse »
"For 50 years, Congo and Russia have enjoyed a beneficial
cooperation."

Avant-première 18 Preview

Brazzaville : cap sur les Jeux africains de 2015 !
Brazzaville: Ahead of All Africa 2015

Dossier Forum Build Africa : construire l'Afrique 22 Build Africa Forum Report: African infrastructure

Des enjeux importants
Constructive, fulfilling debates
Les temps forts du forum
Forum highlights
Gros plan sur quelques intervenants
Spotlight on selected speakers
Les premières retombées
Immediate outcomes
Le forum en images
The forum in pictures

Commémoration 46 Commemoration

Le 25e anniversaire du protocole de Brazzaville célébré avec faste
25th anniversary of the Brazzaville Protocol celebrated with great pomp

Maloukou-Tréchet 50 Maloukou-Tréchet

Premier jalon des zones économiques spéciales
First Special Economic Zone milestone

Grand reportage 54 Special Dolisie Report

Dolisie : un chef-lieu en pleine expansion
Dolisie: a growing administrative centre

Le district d'Oyo 62 Oyo District

Oyo, nouveau laboratoire de l'enseignement de pointe au Congo
A new testing ground for advanced education in Congo

La Lékoumou 65 Lékoumou

A l'heure de la municipalisation accélérée
Accelerated municipalisation comes to Lékoumou

Interview 68 Interview

Nadia Daoud, directrice générale de Neoventech
Nadia Daoud, Managing Director of Neoventech

Législation 70 Legislation

Aménagement du territoire : la loi-cadre d'orientation enfin adoptée
Spatial Planning: the framework law finally passed

Miteya 73 Miteya

Build Africa : coup d'essai, coup de maître
Build Africa: off to a flying start

Le magazine du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux

A magazine by the Ministry of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works

Directeur de publication

Jean-Jacques BOUYA

Directeur délégué de la publication

Dieudonné BANTSIMBA

Assistant du directeur de publication

Placide MOUBOUDOU

Rédacteur en chef

Parfait Romuald ILOKI

Secrétaire de rédaction

Flore Nano KOUNGA

Chargé de relations publiques

Blanche Marcelle MOKA

Rédaction

Parfait Romuald ILOKI

Flore Nano KOUNGA

Blanche Marcelle MOKA

Alain LONGUEGNEKE

Collaborateurs internes

Caddy Elisabeth NDALA

Sheilla Elphie TSANA

Collaborateurs extérieurs

Modeste ELENGA

Christian Brice ELION

Muriel DEVEY MALU-MALU

Jean Romuald MBEPA

Photographie et infographie

Jean-Stell ELANGA

Ben-Rolly MAYELA NSOSSANI

Caricature

Jean Fernand KIHOULOU

Saisie

Sabine Angèle ONANGHAS

Siège de la Délégation

générale aux grands travaux

BP : 1127 boulevard

Denis- Sassou-N'Guesso

Brazzaville

Tél. : +242 05 520 56 93

Fax : +242 22 281 47 13

e-mail : contact@grandstravaux.org

site web : www.grandstravaux.org



PRÉFACE DE
Denis Sassou N'Gesso
Président de la République du Congo

Surmonter le déficit en infrastructures de l'Afrique

« L'Afrique s'épanouit. Elle s'épanouit chaque jour grâce aux ressources exceptionnelles de son sol et de son sous-sol ; grâce à la qualité de son environnement, à la diversité de ses cultures, à ses remarquables efforts de développement, à sa population majoritairement jeune et vigoureuse.

Mais l'Afrique s'épanouirait mieux et davantage si elle n'était victime d'un grave déficit en infrastructures, ce qui ralentit d'autant sa marche vers le progrès.

Les infrastructures, cela va sans dire, sont importantes et indispensables dans la vie des sociétés et des nations. Le développement n'est, du reste, possible que s'il est porté par des infrastructures appropriées.

Elles accompagnent les sociétés dans toutes leurs expressions, dans leurs multiples dimensions et dans leurs diverses composantes. Elles régulent la vie socio-économique. A tous les niveaux, la survie même de l'humanité en est tributaire.

Voilà qui détermine l'intérêt de ce forum qui doit être une rencontre dynamique des synergies, des expertises et des expériences en vue d'une réflexion globale sur la lancinante problématique des infrastructures en Afrique.

Doter l'Afrique d'infrastructures fiables et viables pour assurer son développement a toujours été la préoccupation des dirigeants africains. C'est la vision de ceux qui croient toujours en une Afrique majeure appelée à jouer sa partition dans la marche du monde. C'est l'ambition qui nous a été léguée par les premiers bâtisseurs de la nouvelle Afrique, les pères de nos indépendances, eux qui eurent le mérite historique de poser les bases de l'Afrique d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, la réflexion globale sur cette question vitale est portée par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), le Programme de développement des infrastructures en Afrique (Pida) et par différentes initiatives sous-régionales.

L'Afrique est, certes, très en retard dans le domaine des infrastructures. Mais cette situation n'est pas une fatalité. Elle est surmontable. Elle sera surmontée.

Le Forum Build Africa, le premier du genre qui se tient aujourd'hui, est la preuve, s'il en est, de notre volonté commune de réaliser le grand sursaut tant attendu et tant espéré. »

Extrait du discours d'ouverture du Forum Build Africa

Denis SASSOU N'GUESSO
Président de la République du Congo

Overcome Africa's infrastructure deficit

"Africa flourishes every day thanks to its exceptional resources, the quality of its environment, the diversity of its cultures, its remarkable development efforts and its predominantly young, vigorous population. But it would flourish more without the serious infrastructure deficit that slows its progress.

Infrastructure is vital to society, the nation and development. It supports every aspect of business and regulates socio-economic life. The very survival of humanity depends on it.

Therein lies the value of this forum, a dynamic meeting of synergies, expertise and experience for global reflection on Africa's nagging infrastructure issues.

Providing Africa with reliable and sustainable infrastructure for development has always been the concern of its leaders, those who believe it has a major world role to play, bequeathed to us by those who laid the foundations of today's Africa.

Global thinking on this vital issue is supported by NEPAD, the Programme for Infrastructure Development in Africa (PIDA) and other sub-regional initiatives. Africa's lagging infrastructure sector will be resolved.

The Build Africa Forum is proof of our common desire to make that desired leap forward."

Excerpt from Build Africa Forum opening speech

Denis Sassou-Nguesso
President of the Republic of Congo



Equiper le pays en infrastructures et exploiter durablement ses atouts

« Le 27 mars 2013, en marge du sommet des Brics, à Durban, en Afrique du Sud, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, annonçait son intention d'organiser, à Brazzaville, au Congo, le premier forum international sur les infrastructures. Une initiative née de la volonté de réduire le fossé entre, d'une part, l'abondance des ressources naturelles et, d'autre part, l'insuffisance des infrastructures du continent. Un fossé qui commande une action collective et immédiate.

Moins d'un an plus tard, les 4 et 5 février derniers, Brazzaville réunissait les leaders des infrastructures pour le développement en organisant le premier Forum Build Africa, une plateforme d'échanges, de réflexion et de recherche de solutions pour résoudre le problème du manque d'équipements de base en Afrique. Un obstacle qui coûte, par exemple, deux points de croissance par an au continent...

*Equip the country with
infrastructure and sustainably
exploit its strengths*

“On 27 March 2013, at the BRICS Summit in Durban, South Africa, President Denis Sassou-Nguesso announced the first international infrastructure forum in Brazzaville.

This initiative came about because of the pressing need to close the gap between Africa's abundant resources on one hand, and the glaring lack of infrastructure on the other. A gap which requires collective and immediate action.

Aujourd'hui, les pays d'Afrique subsaharienne ne consacrent, en effet, que moins de 3 % de leur Produit intérieur brut (PIB) aux investissements en infrastructures, soit la moitié du pourcentage constaté dans les pays émergents. Leurs besoins en financement dans ce domaine demeurent donc énormes. Or, si le continent parvenait à satisfaire ses besoins en infrastructures, il en retirerait de très nombreux bénéfices. Ainsi, il s'avère qu'elles pourraient lui permettre de créer 2 millions d'emplois directs et 2,5 millions d'emplois indirects. Elles le conduiraient aussi à réaliser d'importantes économies en matière de transports.

Mais il n'y a pas de fatalité. Si elle doit s'inspirer de la réussite des autres, l'Afrique a aussi tous les atouts entre les mains pour venir à bout de ses faiblesses. Citons par exemple sa croissance annuelle moyenne qui s'élève à 5 %, ou encore sa population jeune, nombreuse et dynamique. Un premier pas a d'ailleurs été fait en ce sens l'an dernier avec le lancement du fonds Africa 50 de la Banque africaine de développement dont l'objectif est, à terme, de collecter 100 milliards de dollars pour financer les projets d'infrastructures africains.

Pour mobiliser des ressources, le Congo est prêt, lui aussi, à encourager toutes les initiatives et à faire profiter ses partenaires de son expérience. Depuis plus d'une décennie, notre pays a mis en place une stratégie d'équipement qui a débouché sur un changement durable du visage du territoire national. Parmi les principales réalisations effectuées, on peut citer la construction de 9 aéroports dont 3 de type international, le bitumage de 1000 km de routes, la pose de 1500 km de ligne THT et de 1000 km de fibre optique, ainsi que la mise en production additionnelle de 10 000 m³/h d'eau potable. Autant de performances à transposer, désormais, à l'échelle du continent ! »
extrait

Extrait de l'allocation d'ouverture du Forum Build Africa

Jean-Jacques BOUYA

Ministre à la présidence de la République chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux

Less than a year later, on 4 and 5 February, Brazzaville brought together leading players in infrastructure for development at the first-ever Build Africa forum, a platform for discussion, reflection and finding solutions to the lack of basic infrastructure in Africa. This obstacle to development costs the continent two growth percentage points a year.

Currently, sub-Saharan Africa invests less than 3% of its Gross Domestic Product (GDP) in infrastructure, which is half of that spent by emerging countries. Their financing requirements in this area are thus enormous. Yet if the continent could meet its infrastructure needs it would benefit immensely. Infrastructure projects could create 2 million direct jobs and 2.5 million indirect jobs per year. It would also make massive savings in transport.

However, nothing is set in stone. While it can use the experience of others, Africa also has all the assets needed to overcome its weaknesses. For example, 5% annual growth and a large, young and dynamic population. A first step in the right direction was made last year with the launch of the African Development Bank's Africa 50 Fund, which aims to raise \$100 billion to finance African infrastructure projects.

In order to mobilise resources, Congo is prepared to encourage all initiatives and to share its experience with its partners. For over a decade, our country has implemented a national infrastructure strategy which has brought about sustainable and visible changes. Among the main achievements are the construction of nine airports, of which three are international, the tarring of 1,000 km of roads, 1,500 km of EHV lines, 1,000 km of fibre optics and an addition 10,000 m³/h of drinking water. And there is nothing to stop us from reproducing this on a continent-wide scale!

Excerpt from Build Africa Forum opening speech

Jean Jacques BOUYA

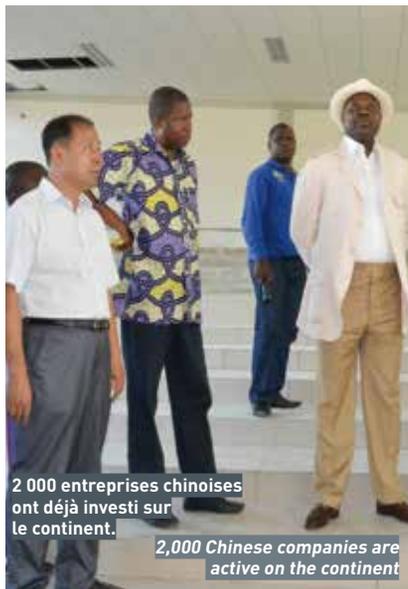
Minister at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works.

10 000 logements sociaux bientôt construits à Pointe-Noire et Brazzaville

Le ministre des Affaires foncières et du Domaine public, Pierre Mabiála, a annoncé, le 27 mars 2014, la construction prochaine de 10 000 logements sociaux dans les villes de Pointe-Noire et de Brazzaville. Leur emprise totale est de 40 ha, à raison de 20 ha par cité. Les travaux ont été confiés à la société marocaine Addoha Douja Promotion Congo. L'initiative répond à une double nécessité de rénover l'image de la capitale politique et du poumon économique congolais, mais aussi et surtout de résoudre les problèmes de logement qui s'y posent actuellement. Afin d'identifier les sites de construction de ces nouveaux logements, Pierre Mabiála et Hugues Nguélondé, le maire de Brazzaville, ont effectué une ronde des quartiers de Brazzaville, le 28 mars.

10,000 social housing units for Pointe-Noire and Brazzaville

On 27 March H.E. Pierre Mabiála, Minister of Land Affairs and Public Domain, announced the construction of 10,000 social housing units in Pointe-Noire and Brazzaville, covering a total area of 40 ha, thus 20 ha per city. Construction work is to be carried out by Morocco's Addoha Douja Promotion Congo. The initiative has a double objective: the first is to restore the image of the Congolese capital, the economic powerhouse, while resolving the current housing problems. In order to identify potential construction sites for these new homes, Pierre Mabiála and Hugues Nguélondé, Mayor of Brazzaville, made a round of Brazzaville's districts on 28 March.



2 000 entreprises chinoises ont déjà investi sur le continent.

2,000 Chinese companies are active on the continent

Les entreprises chinoises bien perçues en Afrique

Selon une récente étude portant sur la perception des entreprises chinoises en Afrique, la majorité des Africains estiment que les sociétés chinoises implantées sur le continent contribuent à y créer des emplois et participent à son développement. Réalisée l'an dernier dans 15 pays par l'Institut d'éthique d'Afrique du Sud, en collaboration avec Global Compact Network Kenya, elle relève que les investissements directs de la Chine en Afrique ont connu une croissance annuelle de 20,5 % entre 2009 et 2012. Elle montre également que 2 000 entreprises chinoises ont déjà investi dans plus de 50 pays et régions du continent, dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, l'exploitation minière, la construction, la production industrielle ou encore l'immobilier.

Good perception of Chinese companies in Africa

According to a recent study on the perception of Chinese companies in Africa, the majority of Africans believe Chinese companies located in Africa contribute to job creation and the continent's development. Carried out last year in 15 countries by the Ethics Institute of South Africa in collaboration with Global Compact Network Kenya, the study shows that China's direct investment in Africa grew by 20.5% between 2009 and 2012. It also shows that 2,000 Chinese companies had already invested in more than 50 countries and regions on the continent, in sectors as diverse as agriculture, mining, construction, industrial manufacturing or property.

Le Congo lance l'interconnexion des guichets uniques africains

La 5e assemblée générale et le 9e comité exécutif de l'Alliance africaine pour le commerce électronique (AACE) se sont tenus les 17 et 18 mars derniers à Pointe-Noire. Les deux réunions avaient pour but de poser les bases de l'interconnexion des guichets uniques régionaux et sous-régionaux, condition sine qua non du développement des échanges commerciaux transfrontaliers en Afrique. L'objectif, à terme, est de parvenir à réduire les coûts et les délais de passage des marchandises aux frontières par une simplification des procédures administratives, commerciales et douanières. Afin d'améliorer le fonctionnement de l'AACE, certains articles du règlement intérieur de l'organisation ont été révisés. Les cotisations statutaires de ses membres ont, par ailleurs, été ramenées à la somme de 3 275 000 francs CFA (5000 euros).

Congo launches interconnection between African PSCs

The 5th General Assembly and the 9th Executive Committee of the African Alliance for e-Commerce (AACE) were held on 17 and 18 March in Pointe-Noire. Both meetings were intended to lay the groundwork for the interconnection of regional and sub-regional Points of Single Contact (PSCs), an indispensable condition for the development of cross-border trade in Africa. The ultimate objective is to reduce costs and delays for passage of goods across borders by simplifying trade and customs administrative procedures. To improve the functioning of the AACE, some of the organisation's internal regulations were revised. Statutory dues of its members were also reduced to the sum of 3,275,000 CFA francs (5,000 euros).

Vers la mise en place d'un comité de gestion du corridor Brazzaville-Yaoundé

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place d'un comité de gestion du corridor Brazzaville-Yaoundé. Sa mise en place intervient à la faveur de la construction en cours de la route Ketta (Congo)-Djoum (Cameroun), qui a reçu l'appui financier du Fonds africain de développement (FAD). Cette nouvelle structure aura deux missions : lever tous les obstacles à la densification des échanges entre le Cameroun et le Congo afin de favoriser l'intégration économique de l'Afrique centrale, mais aussi désenclaver les villes situées de part et d'autre de la frontière entre les deux pays. Le comité sera notamment chargé de rédiger un cadre réglementaire destiné à mettre fin aux taxes illégales perçues auprès des transporteurs, pratique qui nuit actuellement aux activités de transport dans la région. Ces barrières douanières intempêtes contribuent, en effet, à une hausse des coûts de transport entre Brazzaville et Yaoundé. Elles représentent entre un tiers et un quart du prix des produits exportés par les deux pays.

Brazzaville-Yaoundé corridor management committee

The Economic Community of Central African States (ECCAS) has launched a call for expressions of interest for the establishment of a management committee for the Brazzaville-Yaoundé corridor to oversee the construction of the road between Ketta (Congo) and Djoum (Cameroon), which received financial support from the African Development Fund (ADF). This new body will have two roles: to remove all obstacles to increasing trade between Cameroon and Congo in order to promote Central Africa's economic integration, and to open up the towns on both sides of the border between the two countries. The committee will be responsible for drafting a regulatory framework designed to stop illegal taxes levied on transport companies, a practice that impedes transport activities in the region. These inopportune tariffs contribute to an increase in transport costs between Brazzaville and Yaoundé, accounting for between a third and a quarter of the price of products exported by the two countries.

Les occupants illégaux de l'école primaire de Mafouta expulsés

Le 26 mars, les habitations illégales construites dans l'enceinte de l'école de Mafouta, à Madibou, dans le 8^e arrondissement de Brazzaville, ont été détruites en présence de Pierre Mabiála, ministre des Affaires foncières et du Domaine public. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la construction, sur place, d'un lycée moderne. « Nous sommes venus parachever notre action pour mobiliser définitivement cette zone foncière et la mettre à la disposition du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation », a indiqué Pierre Mabiála à cette occasion.

Illegal occupants evicted from Mafouta Primary School

On 26 March, the illegal houses built in the grounds of the Mafouta School in Madibou, in the 8th district of Brazzaville, were destroyed under the supervision of Pierre Mabiála, Minister of Land Affairs and Public Domain. The reason for this is that a new modern high school is to be built on the land. "We came to complete our efforts to finally free up this area and make it available to the Department of Elementary and Secondary Education for Literacy," said Pierre Mabiála.

Oyo : cinq chefs d'Etat honorent la mémoire d'Edith Lucie Bongo

A l'occasion du cinquième anniversaire du décès d'Edith Lucie Bongo Ondimba, fille aînée du président Denis Sassou N'Guesso et ex-première dame du Gabon, les présidents congolais, béninois, guinéens, sierra-léonais et maliens ont honoré sa mémoire. Le 14 mars, ils ont assisté à un office religieux en l'église Notre-Dame d'Oyo avant d'aller se recueillir sur la tombe de la défunte au cimetière familial Kona-Kona, à Edou. Edith Lucie Bongo est décédée le 14 mars 2009, à Rabat, au Maroc.

Oyo: five heads of state honour the memory of Edith Lucie Bongo

On the occasion of the fifth anniversary of the death of Edith Lucie Bongo Ondimba, the eldest daughter of President Denis Sassou-Nguesso and former first lady of Gabon, the presidents of Congo, Benin, Guinea, Sierra Leone and Mali gathered to honour her memory. On 14 March they attended a religious service in the Church of Our Lady of Oyo, before going to visit her grave at the Kona-Kona family cemetery in Edou. Edith Lucie Bongo died on 14 March 2009 in Rabat, Morocco.



Youri Povosky Senturin et Jean-Jacques Bouya lors de la signature des accords entre le Congo et la Russie.

Congo's Jean-Jacques Bouya and Russia's Yuri Senturin sign the cooperation agreement.

Brazzaville et Moscou signent un accord de coopération énergétique

En préambule au lancement d'un dialogue énergétique entre Brazzaville et Moscou au mois d'avril, Jean-Jacques Bouya, le ministre congolais de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, et Youri Povosky Senturin, le vice-ministre russe de l'Énergie, ont signé un accord de coopération énergétique, le 28 mars dernier, à Brazzaville. Le texte prévoit que la Russie, premier fournisseur d'hydrocarbures de l'Union européenne, apporte son expertise au gouvernement congolais en vue de construire un oléoduc entre Pointe-Noire, Brazzaville et Ouesso, dans le département de la Sangha. Lors de la visite du président congolais en Russie, en novembre 2012, Denis Sassou N'Guesso et son homologue Vladimir Poutine avaient annoncé leur intention de raffermir la coopération économique entre les deux pays.

Brazzaville and Moscow sign an energy cooperation agreement

In the lead up to discussions on energy between Brazzaville and Moscow in April, Jean-Jacques Bouya, the Congolese Minister of Planning and Delegate General for Major Public Works, and Yuri Senturin, the Russian Deputy Minister for Energy, signed an energy cooperation agreement on 28 March in Brazzaville. The text makes provision for Russia, the leading supplier of hydrocarbons to the European Union, to bring its expertise to the Congolese government for the building of an oil pipeline between Pointe-Noire, Brazzaville and Ouesso, in the county of Sangha. During the Congolese president's visit to Russia in November 2012, Denis Sassou-Nguesso and his counterpart Vladimir Putin announced their intention to strengthen economic cooperation between the two countries.

Sibiti : neuf candidats pour la construction des logements sociaux

Lancées le 13 janvier dernier, les offres relatives aux travaux de construction des logements sociaux à Sibiti (département de la Lékoumou) ont été ouvertes le 25 février à Brazzaville, sous le patronage de l'assistant du délégué général aux grands travaux, Placide Moudoudou. Elles portent sur la construction de 36 logements F4, 16 logements F5, 6 logements F6, d'un mur de clôture et d'une guérite ainsi que d'un local technique pour le groupe électrogène. Neuf entreprises, au total, se sont portées candidates pour la réalisation de ce projet. Il s'agit de Zengwei T.C ; CEEDI ; BRCC ; Sobaco ; EPB Congo Construction ; Sinohydro Chanjin ; MBTP ; SERRU TOP et Congo Dahua Engineering.

Sibiti: nine tenders for the construction of social housing

Published on 13 January, tenders for the construction of social housing in Sibiti (Lékoumou county) were opened on 25 February in Brazzaville, under the patronage of Assistant Delegate General for Major Public Works (DGGT) Professor Placide Moudoudou. Sibiti's social housing project involves the construction of 36 four-room units, 16 five-room units, six six-room units, a surrounding wall and gatehouse, as well as a generator shed. Nine companies bid for this project. They are Zengwei T.C; CEEDI; BRCC; SOBACO; EPB Congo Construction; Sinohydro Chanjin; MBTP; Serru Top and Congo Dahua Engineering. The quotes that came in started at 9 billion CFA francs for a construction period of 10 to 36 months.

Cuvette Ouest : le désenclavement est là !

Le 19 mai dernier, le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a inauguré la route Makoua-Etoumbi, dans le département de la Cuvette Ouest. Il en a également profité pour lancer les travaux de construction du tronçon Etoumbi-Mbomo.

Cuvette Ouest: unlocking the land

On 19 May, President Denis Sassou-Nguesso opened the Makoua-Etoumbi road in Cuvette Ouest. He also took the opportunity to launch the construction of the Etoumbi-Mbomo section.



Longue de 98 km, la route Makoua-Etoumbi, inaugurée par le président Denis Sassou N'Guesso le 19 mai dernier, relie les départements de la Cuvette et de la Cuvette Ouest. Il s'agit d'une bretelle de la route nationale n°2 entre Brazzaville et Ouesso, à laquelle elle est connectée au niveau de Makoua. Lancés en 2009, les travaux de ce nouvel axe, financés sur fonds propres, ont été exécutés par l'entreprise brésilienne Andrade Gutierrez et contrôlés par la société tunisienne Scet-Tunisie. Leur coût total s'élève à 76 141 176 932 francs CFA (FCFA) qui se répartissent comme suit : 71 938 802 616 FCFA pour la construction de la route elle-même, 4 202 374 316 FCFA pour le traitement du ravin d'Etoumbi et 1 795 259 608 FCFA pour le contrôle et la surveillance des travaux. Le chantier, qui a duré quatre ans, a notamment porté sur la construction des

L'ouverture du tronçon a permis de faciliter les échanges entre la Cuvette et la Cuvette Ouest.

ouvrages d'art, la préparation de l'emprise, l'exécution des terrassements et la construction de ponts en béton armé. La route a été conçue pour pouvoir accueillir un trafic de classe T2, à savoir 600 véhicules environ par jour. La structure de la chaussée se décompose en une couche de 20 cm de grave latéritique en couche de fondation, 15 cm de grave concassée 0/31,5 en couche de base, 4 cm de béton bitumineux BB0/10 en couche de roulement et d'un enduit monocouche pour les accotements. Les trottoirs sont en béton.

LA DURÉE DU TRAJET MAKOUA-ETOUMBI RÉDUITE À UNE HEURE

En rase campagne, la chaussée mesure 7 m de large. Elle est pourvue de deux accotements de 1 m. En ville en revanche, à Makoua et à Etoumbi, elle a été élargie à 9 m et des trottoirs de 1,50 m ont été construits. La vitesse de référence est de 60 km/h en zone urbaine, 80 km/h ailleurs. L'ouverture du tronçon bitumé Makoua-Etoumbi a permis de faciliter les échanges entre les populations de cette partie du pays en réduisant de 9 heures à une heure la durée du trajet entre les deux villes. Les travaux de construction de la route Etoumbi-Mbomo lancés par le président Denis Sassou N'Guesso concernent, quant à eux, le bitumage d'un tronçon de 96 km et la construction d'un pont de 108 m sur la rivière Likouala-Mossaka. Exécutés par la société Andrade Gutierrez, adjudicataire du premier tronçon, les travaux dureront 36 mois. Le gabarit de la route reste identique au précédent.

The 98 km long Makoua-Etoumbi road, inaugurated by President Denis Sassou-Nguesso on 19 May, connects the counties of Cuvette and Cuvette Ouest. It's a slip road connected at Makoua to the National Highway No. 2 (RN2) that runs between Brazzaville and Ouesso. Launched with equity funding in 2009, the road works were executed by the Brazilian company Andrade Gutierrez and supervised by the Tunisian company SCET-Tunisie. The total cost amounted to 76,141,176,932 CFA francs (FCFA) split across the project as follows: 71,938,802,616 FCFA for the construction of the road itself, 4,202,374,316 FCFA for the Etoumbi ravine work and 1,795,259,608 FCFA for management and supervision. The project, which lasted four years, included engineering structures, preparing the site, the earthworks and construction of reinforced concrete bridges. The road was

The opening of the newly tarred Makoua Etoumbi section has reduced travel time between the two cities from nine hours to one hour

designed to accommodate traffic of about 600 vehicles per day. The road structure is made up of a 20 cm laterite gravel foundation layer, a 15 cm base layer of 0/31,5 crushed gravel and a 4 cm BB0/10 bituminous concrete surface with a monolayer coating for the shoulders. The pavements are concrete.

THE MAKOUA-ETOUMBI TRIP REDUCED TO ONE HOUR

In open country, the roadway is 7 m wide. It has two 1 m shoulders. Within city limits however, in Makoua and Etoumbi, it was widened to 9 m and

1.50 m wide pavements were built. The speed limit is 60 km/h in urban areas and 80 km/h elsewhere. The opening of the tarred Makoua-Etoumbi section has facilitated trade between the people in this part of the country by reducing travel time between the two cities from 9 hours to 1 hour. Construction work on the Etoumbi-Mbomo road, launched by President Denis Sassou-Nguesso, involves tarring a 96 km stretch and building a 108 m bridge over the Likouala-Mossaka River. Also carried out by Andrade Gutierrez, the work will take 36 months. The structure of the road is the same as that of the Makoua-Etoumbi section. The estimated cost of the work is 101,425,659,350 CFA francs, split as follows: 91,272,304,329 CFA francs for the Etoumbi-Mbomo-Mboko road and 10,153,355,021 CFA francs for the bridge over the river Likouala-Mossaka River.



La route Makoua-Etoubi avant les travaux.
Makoua-Etoubi stretch
before road works



La route actuelle.
The newly tarred Makoua-Etoubi road

« Depuis 50 ans, le Congo et la Russie ont développé une coopération multiforme et mutuellement avantageuse »

En séjour de travail à Moscou où il a co-présidé la commission mixte de coopération russo-congolaise, le ministre à la présidence de la République en charge de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya, a été sollicité par la presse russe. Nous restituons ici cette interview.

“Over the past 50 years, Congo and Russia have developed a multifaceted and mutually beneficial cooperation.”

During a working visit to Moscow, where he co-chaired the Russian-Congolese Intergovernmental Joint Commission, the Minister at the Presidency for Spatial Planning and Delegate General for Major Public Works, Jean-Jacques Bouya, was interviewed by the Russian press. Here follows that interview.



Jean-Jacques Bouya, la coopération entre nos deux pays remonte à un demi-siècle. Au cours de ces 50 dernières années, elle a connu différentes étapes : les relations politiques et économiques entre Moscou et Brazzaville ont souvent été dynamiques, mais elles ont aussi connu, parfois, un certain refroidissement. Comment les voyez-vous à l'avenir ?

Jean-Jacques Bouya : Effectivement, le Congo et la Russie ont développé une coopération multiforme et mutuellement avantageuse au cours de ces 50 dernières années. Dans plusieurs domaines, les résultats sont, aujourd'hui encore, visibles dans les deux pays. Mais, dans ses fondements et sa structuration, cette coopération doit aussi prendre en compte toutes les évolutions politiques, institutionnelles et socio-économiques constatées aussi bien dans nos deux pays que sur le plan international.

La tenue de cette session de la commission mixte intergouvernementale russo-congolaise sur la coopération économique, scientifique, technique et le commerce a donc été l'occasion, pour les deux parties, de définir les nouveaux axes de développement de notre coopération future tels qu'ils ont été esquissés par nos deux présidents au cours de la visite d'Etat en Russie du président de la République du Congo, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Gusso, en 2012.

Sur quelles avancées précises cette nouvelle session de la commission mixte intergouvernementale a-t-elle débouché ?

J.-J. B. : Les deux parties, sur la base d'échanges fructueux, ont abouti à l'actualisation des textes juridiques de base qui fixent le cadre légal général de notre coopération. L'objectif de cette session était de les adapter au contexte actuel et de dégager de nouvelles priorités en matière commerciale, industrielle, agricole, énergétique, mais aussi dans les secteurs des hydrocarbures, de la recherche scientifique et de l'éducation, de la santé, des transports et des travaux publics. Il va de soi que



Youri Povosky Senturin et Jean-Jacques Bouya lors de la signature des accords entre le Congo et la Russie.

Youri Senturin and Jean-Jacques Bouya signing agreements between Congo and Russia.

nous poursuivrons les entretiens dans ces domaines à travers les groupes de travail mis en place, dans l'optique de passer très rapidement à l'exécution des projets identifiés.

A cette occasion, de nombreux documents officiels ont également été signés entre le Congo et la Russie en vue de la réalisation de plusieurs projets. Quels sont les plus importants ?

J.-J. B. : Notre pays a décidé de bénéficier de la très longue et de la très riche expertise de la Russie dans le domaine des hydrocarbures. C'est pourquoi le Congo a sollicité sa participation dans la construction d'un pipeline devant relier Pointe-Noire, Brazzaville, Oyo et Ouesso afin de faciliter la distribution des hydrocarbures dans l'ensemble du pays. Les entretiens concernant ce projet, qui fait partie de l'ambi-

“Notre pays a décidé de bénéficier de la très longue expérience de la Russie dans le domaine des hydrocarbures.”

tieux programme de création d'une infrastructure de base destinée à accélérer le développement économique du Congo, avancent normalement. Ce projet constitue aussi une préoccupation du groupe de travail russo-congolais sur l'énergie.

En octobre 2013, lors des travaux de la Semaine internationale énergétique, vous aviez évoqué la mise en œuvre d'études techniques et économiques en vue de la construction d'un pipeline entre Pointe-Noire-Brazzaville-Oyo, auquel la compagnie russe Stroy Trans Gaz pourrait prendre part. Où en est-on ?

J.-J. B. : Outre la construction du pipeline, les deux parties poursuivent les entretiens sur la construction, entre autres, de barrages hydroélectriques au Congo, un domaine dans lequel les potentialités du pays sont importantes. Notre pays veut bénéficier de l'expérience de la Russie en matière de production et de transport des hydrocarbures. Des sites hydroélectriques ont par ailleurs déjà été identifiés et les pourparlers avec les entreprises russes en vue de la mise en œuvre des différents projets se poursuivent.



En 2012, au cours de la visite à Moscou du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, la participation de compagnies russes à la construction du pipeline et de plusieurs barrages était déjà évoquée...

J.-J. B. : Les domaines de coopération prioritaires dans lesquels le Congo encourage les entreprises russes à s'impliquer englobent l'agriculture, l'industrie, l'éducation, la santé et la recherche scientifique. Ainsi, au cours de cette session de la commission intergouvernementale, de nombreux contacts ont été pris avec les entreprises intéressées par la mise en œuvre des projets évoqués ou bien par la fourniture d'équipements et de matériels divers. Les deux parties en-

« Les entreprises russes possèdent une expertise et des capacités financières qui peuvent trouver au Congo des opportunités de développement. »

visagent par ailleurs de relancer leur partenariat en matière de formation, l'un des fleurons de notre coopération.

Outre l'énergie, quel secteur de la coopération économique russo-congolaise est le plus porteur ? Peut-on espérer, notamment, une redynamisation du partenariat dans les secteurs de l'agriculture, des industries agroalimentaires et de haute technologie ?

J.-J. B. : Notre pays est aujourd'hui ouvert aux investisseurs de toutes origines qui veulent participer à son développement dans un partenariat gagnant-gagnant. Dans cette perspective, nous avons engagé un vaste programme de réalisation d'infrastructures et d'industrialisation qui nécessite l'apport de toutes les compétences et de toutes les expériences, l'objectif étant de mettre en valeur l'ensemble des potentialités dont le Congo regorge. En ce qui concerne la Russie, il s'agit d'une grande puissance et, à ce titre, nous pensons que ses entreprises possèdent une expertise et des capacités financières qui peuvent trouver au Congo des opportunités pour leur développement.

Jean-Jacques Bouya, cooperation between our two countries goes back half a century. Over the past 50 years, it has undergone different stages: the political and economic relations between Moscow and Brazzaville were often dynamic, but there was also some cooling off of relations. How do you see the future?

Jean-Jacques Bouya: Indeed, Congo and Russia have developed a multifaceted and mutually beneficial cooperation over the last 50 years. In several areas, the results are still visible in the two countries. But, in its foundations and structure, this cooperation must also take into account all the political, institutional and socio-economic changes observed in our two countries as well internationally.

This session of the Russian-Congolese Intergovernmental Joint Commission on economic, scientific, technical and trade cooperation was therefore an opportunity for both parties to identify new areas of development for our future cooperation such as they were outlined by our two presidents during the state visit to Russia of the President of the Republic of Congo, His Excellency Denis Sassou-Nguesso, in 2012.

On what specific areas of progress did this new session of the Intergovernmental Joint Commission focus?

JJB: Fruitful discussions between both parties led to the updating of basic legal texts which lay down the general legal framework of our cooperation. The objective of this session was to adapt them to the current context and to identify new commercial, industrial, agricultural, and energy priorities, as well as those in the areas of oil and gas, scientific research and education, health, transport and public works. It goes without saying that we will continue the discussions in these

areas through the working groups set up with a view to quickly moving to the execution phase of identified projects.

On this occasion, Congo and Russia signed official documents concerning the implementation of several projects. Which of these are the most important?

JJB: Our country decided to benefit from Russia's long and rich hydrocarbons expertise. This is why we solicited Russia's involvement in the building of a pipeline linking Pointe-

Apart from hydrocarbons, Congo encourages Russia to get involved in agriculture, industry, education, health, scientific research and training, a vital aspect of our partnership.

Noire, Brazzaville, Oyo and Ouesso to facilitate the distribution of hydrocarbons throughout the country. Discussions on this project, which is part of an ambitious basic infrastructure programme that will accelerate Congo's economic development, are progressing normally. This project is also a focus of the Russian-Congolese Working Group on energy.

In October 2013, during International Energy Week, you mentioned the implementation of technical and economic studies for the construction of the Pointe-Noire-Brazzaville-Oyo pipeline in which the Russian company Stroy Trans Gaz was to participate. What's happening with that?

JJB: In addition to the pipeline, both parties are continuing talks on, inter alia, the construction of Congo's hy-

droelectric dams, an area in which the country's potential is huge. Our country wants to benefit from Russia's experience in the production and transportation of hydrocarbons. Hydroelectric sites have also been identified and discussions with Russian companies for the implementation of various projects are ongoing.

The participation of Russian companies in the construction of the pipeline and several dams had already been mentioned during President Denis Sassou-Nguesso's visit to Moscow in 2012...

JJB: The priority areas of cooperation in which Congo encourages Russian companies to get involved include agriculture, industry, education, health and scientific research. Thus, during this session of the intergovernmental commission, many contacts were made with companies interested in the implementation of some of the outlined projects or in supplying equipment and various materials. The two sides also plan to revive the training aspect of the partnership, one of the jewels of our cooperation.

Apart from energy, which sector of the Russian-Congolese economic cooperation is the most promising? Can we expect a revitalisation of the partnership in the areas of agriculture, agro-industries and high technology?

JJB: Our country is now open to many different investors who want to participate in its development in a win-win partnership. In this context, we have initiated a vast infrastructure and industrialisation programme requiring the contribution of skills and experience across the board, the aim being to highlight all of the potential in which Congo abounds. As regards Russia, it is a great power and, as such, we believe that its companies have the expertise and financial capabilities that will find opportunities for their development in Congo.



Vue du palais des sports du complexe sportif de Kintélé au début des travaux.

Construction of the Kintélé Sports Complex gets underway

Brazzaville : cap sur les Jeux africains de 2015 !

Dans la perspective des Jeux africains de 2015, le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a officiellement lancé, au mois de février, les travaux de construction du complexe sportif de Kintélé et inauguré le deuxième module de l'aérogare internationale Maya-Maya de Brazzaville.

Ahead of All Africa 2015

President Denis Sassou-Nguesso officially laid the first stone of the Kintélé Sports Complex and opened the new terminal at Maya-Maya International Airport.

Les grands chantiers lancés dans la capitale congolaise en vue des Jeux africains de 2015, qui fêteront l'an prochain leur cinquantième anniversaire, ont franchi une nouvelle étape ces dernières semaines. Le 4 février, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a procédé à la pose symbolique de la première pierre du complexe sportif de Kintélé qui doit accueillir l'évènement. Le lendemain, il a inauguré le deuxième module de l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville. La réalisation du complexe de Kintélé, qui s'étendra sur 80 hectares, a été confiée aux sociétés chinoises Zhengwei, Sinohydro et CSCEC. Le chantier mobilise actuellement 4 426 personnes, dont 2 926 Congolais et 1 500 Chinois.



Pose de la première pierre du complexe sportif de Kintélé par le président Denis Sassou N'Guesso.

President Denis Sassou-Nguesso lays the first stone of the Kintélé Sports Complex

KINTÉLÉ, UN COMPLEXE À LA HAUTEUR DE L'ÉVÉNEMENT

Les travaux doivent déboucher, à terme, sur la construction d'un stade de football de 60 065 places, d'un palais des sports de 10 140 places, d'un centre nautique de 2 028 places, d'un hôtel de grand standing, d'un centre média, d'un village olympique, d'un centre d'exposition, de terrains de basketball, de handball, de volleyball, de tennis et de pétanque, d'aires de football et de volleyball de plage, d'un hélicoptère, d'un restaurant et d'un café. Grâce à ces différents ouvrages, dont le coût global s'élève à près de 380 milliards de francs CFA, le Congo s'engage à offrir à l'Afrique des Jeux de haute facture et se positionne comme l'un des rares pays du continent capables d'accueillir de grands événements sportifs, affirme Léon-Alfred Opimbat, le ministre des Sports et de l'Éducation physique. Débutés en avril 2013, avant leur lancement officiel par le chef de l'État, les travaux de ce complexe sportif respectent les délais prescrits. Ils s'achèveront en juillet 2015, conformément aux termes contractuels. Au premier trimestre de 2014, le chantier du stade était exécuté à 55 %, contre 65 % pour celui du mur de clôture, 55 % pour le palais des sports et 50 % pour les installations extérieures. Pour faciliter la mobilité des usagers et

Avec le complexe de Kintélé, le Congo se positionne comme l'un des rares pays d'Afrique capables d'accueillir de grands événements sportifs.

des populations dans cette partie de la capitale, le complexe sportif de Kintélé sera accessible par quatre voies. Deux existent déjà : la RN 2, qui sera élargie, et la deuxième sortie nord de la ville, dont le pont sur la Djiri sera recalibré au trafic actuel avec deux échangeurs à hauteur de « Kéba na virage ». La troisième sortie nord, dont les travaux ont débuté en février 2014, viendra renforcer le dispositif. Enfin, un quatrième axe, dit RN2 bis, reste à construire. Il partira de Mikalou pour rejoindre l'usine de Ragec, en passant par le quartier Jacques-Opangault. « Ce projet novateur va, à terme, contribuer à l'atténuation des effets de la mauvaise planification urbaine de Brazzaville. Il accueillera des centaines de personnes qui viendront quotidiennement y mener leurs activités professionnelles », explique le ministre chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya.

WORK AT KINTÉLÉ SPORTS COMPLEX KICKS OFF

The Kintélé Sports Complex will host the 11th All Africa Games in 2015, the fiftieth anniversary of the games which first took place in Brazzaville in 1965. The 80 hectare complex is being built by Chinese companies Zhengwei, Sinohydro and CSCEC and currently employs 2,926 Congolese and 1,500 Chinese workers.

It comprises a 60,065-capacity football stadium, a 10,140-seat sports stadium, a 2,028-seat aquatic centre, luxury hotel, media centre, Olympic Village, exhibition centre, basketball, handball, volleyball and tennis courts, a pétanque pitch, beach soccer and volleyball pitches, heliport, restaurant and café.

The 80 ha complex will host the 11th All Africa Games - the 50th anniversary of this event, first held in Brazzaville in 1965

Leon-Alfred Opimbat, Minister of Sports and Physical Education says the 380 billion CFA franc project enables Congo to offer Africa a high-level games and position itself as one of



L'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville.

Maya-Maya International Airport in Brazzaville

MAYA-MAYA, FUTUR HUB SOUS-RÉGIONAL ?

Après la mise en service du premier module de l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville en août 2010, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en a inauguré le deuxième module, le 5 février 2014.

Construit sur deux niveaux, capable d'accueillir plus de 1 200 voyageurs par jour, il est dédié aux passagers des vols internationaux, tandis que le premier module sera lui, désormais, consacré à l'accueil de ceux des vols domestiques. L'objectif de la mise en service de ce second module est de rendre l'aéroport Maya-Maya encore plus compétitif et de l'arrimer aux exigences actuelles de la modernité.

Lancés en 2008, les travaux de la nouvelle aérogare ont été exécutés par la société chinoise WIETC pour un montant de plus de 86 milliards de francs

CFA. En plus du nouveau terminal, un abri pour le matériel de piste, une centrale électrique, un hôtel de grand standing de 150 chambres, un aéroclub et un pavillon présidentiel doivent être achevés dans le courant de l'année. Reliées à l'aérogare par six passerelles

Les travaux effectués à l'aéroport Maya-Maya ont entraîné une hausse de 38 % du trafic passager.

télescopiques, de nouvelles chaussées aéronautiques ont également été construites. Elles sont calibrées pour des appareils de type Boeing 747 et Airbus A380. Le contrôle de la qualité des ouvrages a été assuré par la société française Socotec-International. Le chantier a mobilisé quelque 937 ingénieurs,

cadres et ouvriers, dont 664 Congolais, 270 Chinois et 3 Français. Les travaux de construction de la nouvelle piste et des installations terminales de l'aéroport Maya-Maya ont entraîné une augmentation du trafic passager. Il est passé de 745 596 à 1 126 017 personnes entre 2008 et 2013, soit une hausse de 38 %.

« La plateforme modernisée et son impact positif sur l'économie et la vie des citoyens confortent le gouvernement et son chef sur le choix des projets et la qualité des investissements » qui ont été faits, affirme le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya. Selon le ministre d'Etat chargé des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Rodolphe Adada, l'ambition du gouvernement est, à terme, de faire de l'aéroport Maya-Maya un hub à vocation sous-régionale et internationale.

the few African countries able to host major sporting events.

Construction began in April 2013, before the President's official launch, and will be finished in July 2015. By the first quarter of 2014, the stadium was 55% complete against 65% for the boundary wall, 55% for the sports stadium and 50% for exterior components. Four roads will access the complex. Already built are the RN2, which will be widened, and the second north exit with the bridge over the Djiri and two interchanges at Keba na virage. The third north exit got underway in February while the fourth, the RN2 A from Mikalou, remains to be built.

"This innovative project will ultimately contribute to mitigating the effects of Brazzaville's poor urban planning. It will host hundreds of people going about their working lives," said Minister Jean-Jacques Bouya.

Maya-Maya meets all the standards of a modern international airport and terminal traffic has grown by 38%

NEW TERMINAL AT MAYA-MAYA INTERNATIONAL AIRPORT

Having opened the new Maya-Maya International Airport in August 2010, President Denis Sassou-Nguesso opened the second terminal on 5 February 2014. Built on two levels, it can handle over 1,200 international passengers daily, with domestic flights using the first terminal. The new terminal will make Maya-Maya even more competitive as it meets all the standards of a modern airport. The project, worth over 86 billion CFA francs, includes a runway equipment storeroom, power plant, 150-room luxury hotel, flying club and presidential pavilion, to be completed this year. The Chinese company WIETC began construction in 2008 with quality control handled by French company SOCOTEC International. The project mobilised 937 engineers,



L'intérieur de l'aérogare.

The gleaming interior of the new terminal

Le président Denis Sassou N'Guesso lors de l'inauguration du terminal, en compagnie de l'ancien président du Sénégal, Abdoulaye Wade.

President Sassou-Nguesso during the official opening of the new terminal, with former Senegalese president, Abdoulaye Wade



managers and workers: 664 Congolese, 270 Chinese and three French. Terminal traffic has increased by 38%, going from 745,596 passengers in 2008 to 1,126,017 in 2013.

"The positive impact of the modernised Maya-Maya terminal on the economy and people's lives supports the government's choice of projects and quality of investments", said Minister

Jean-Jacques Bouya.

Maya-Maya's new runways are calibrated for aircraft like the Boeing 747 and Airbus A380. Six aerobridges connect them to the terminal. Minister of State for Transport, Civil Aviation and Merchant Navy, Rodolphe Adada, said the government's ambition was to make Maya-Maya a sub-regional and international hub.

CONSTRUIRE L'AFRIQUE

La première édition du Forum Build Africa s'est tenue les 6 et 7 février derniers à Brazzaville en présence de 1000 participants venus de 49 pays. Objectif : trouver des solutions pour remédier au manque d'infrastructures de base dont souffre le continent africain.



Brazzaville Unites
Infrastructure Leaders
For Development.

FEBRUARY
-7 FÉVRIER
2014

BUILD AFRICA

The first-ever Build Africa forum was held on 6 and 7 February in Brazzaville, where 1,000 participants from 49 countries debated solutions to Africa's lack of basic infrastructure.



BUILD
AFRICA



Brazzaville

5 au 7 Février
2014

DES ENJEUX IMPORTANTS

Faute d'investissements suffisants, l'Afrique souffre d'un manque criant d'infrastructures qui pénalise son développement. C'est pour dépasser cet obstacle que le Forum Build Africa a été créé.

Les faits sont là. Malgré les efforts engagés depuis une décennie dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne pour renforcer les infrastructures de base et diversifier les économies nationales, le déficit en équipements lourds - routes, ponts, aéroports, ports maritimes et fluviaux, réseaux de distribution d'eau potable, etc. - reste important, même si les retombées de ces politiques se font déjà sentir dans certains pays comme le Congo.

3 % DU PIB SEULEMENT CONSACRÉS AUX INFRASTRUCTURES

La faiblesse des investissements consacrés à ce secteur en est la principale raison. Les États africains ne consacrent que 3 % de leur Produit intérieur brut (PIB) aux infrastructures - soit la moitié des pourcentages constatés dans les pays émergents -, selon le ministre congolais à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya. Un pourcentage faible lié, en grande partie, au manque de moyens financiers dont dispose le continent. Alors que les besoins d'investissements en infrastructures y sont estimés à 93 milliards de dollars par an, l'Afrique ne parvient, en effet, qu'à en mobiliser 45 milliards environ.

Bien évidemment, ce déficit est pénalisant. Il coûte à l'Afrique deux points

de croissance chaque année, limite la compétitivité de ses économies et de ses entreprises, sans compter qu'il compromet son intégration en limitant la circulation des biens et des personnes. A titre d'exemple, le coût des services d'infrastructures (transport, eau, électricité) y est deux fois plus élevé que dans les autres régions en développement en moyenne. Par ailleurs, les pénuries d'électricité coûtent à la région 12,5 % du temps de production, contre 7 % en Asie du Sud. Enfin, les tarifs des services de base y dépassent largement les normes internationales. Par comparaison, pour leurs coûts de transport, les entreprises d'Asie du Sud dépensent 70 % de moins que les entreprises africaines, celles d'Amérique latine 50 % de moins.

Le déficit en infrastructures coûte au continent 2 points de croissance par an et limite la compétitivité de ses entreprises.

BUILD AFRICA, TOUS LES DEUX ANS

Fort de ce constat, le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a donc décidé, lors de la réunion des Brics (pays émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), à Durban, en Afrique du Sud, en mars 2013, d'orga-



De gauche à droite : Jean-Jacques Bouya, le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, le président de la République Denis Sassou N'Guesso, le maire de Brazzaville, Hugues Ngouélondélé.



L-R: President Denis Sassou-Nguesso, Jean-Jacques Bouya - Minister of Spatial Planning, and Hugues Gouelondélé, Mayor of Brazzaville

THE STAKES

Despite efforts over the past decade to build basic infrastructure and diversify African economies, the deficit in heavy infrastructure - roads, bridges, airports, ports, water supply systems, etc. remains huge. Yet some countries, like Congo, have made inroads.

ONLY 3% OF GDP

African States spend only 3% of GDP on infrastructure – half of that of emerging countries – according to Congo's Minister for Spatial Planning and the DGGT, Jean-Jacques Bouya, mainly due to lack of financial resources on the continent. Infrastructure investment needs are estimated at \$93bn per year, but Africa has only mobilised

around \$45m.

This deficit costs Africa two growth points a year, limits economic competitiveness and compromises integration by impeding movement of goods and people. On average, service costs (transport, electricity, water etc.) are twice as high as other developing regions. Power shortages cost 12.5% of

African States spend only 3% of GDP on infrastructure - half of that of emerging countries, says Congolese Minister Jean-Jacques Bouya



niser à Brazzaville un forum sur les infrastructures en Afrique. Objectifs : réunir, pendant deux jours, des décideurs d'horizons divers - chefs d'entreprises privées et publiques, représentants d'organisations régionales et internationales, ministres et diplomates, banquiers, experts, etc. - pour plancher sur la question des infrastructures sur le continent, mais aussi trouver des solutions en matière de financement et amener les opérateurs économiques à investir dans le secteur. Et c'est ainsi que s'est tenue, dans la capitale congolaise, les 6 et 7 février derniers, la première édition du Forum Build Africa - un rendez-vous qui aura lieu désormais tous les deux ans. Sa cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous le patronage du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans la salle de conférences internationale du Palais des congrès, en présence de l'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade et d'institutionnels nationaux, notamment.

QUELQUE 1 000 PARTICIPANTS

Avec quelque 1000 participants issus de 49 pays, parmi lesquels 10 ministres africains, un grand nombre de personnalités internationales et une centaine de journalistes, l'événement a enregistré une participation record. « *Nous avons d'abord compté sur 200 participants, puis 400. Pour une première édition, le forum a donc connu une véritable mobilisation* », a déclaré le ministre Jean-Jacques Bouya. Animés par des têtes d'affiche des médias africains et occidentaux, les débats ont mobilisé 87 intervenants venus des quatre coins de la planète. Avec une telle affluence, les multiples messages lancés pendant le forum, notamment l'appel du chef de l'Etat congolais aux investisseurs et aux partenaires « pour qu'ils participent au financement et à la réalisation de ce vaste programme d'infrastructures », ont donc largement dépassé les frontières du Congo et du continent africain. Pari gagné !



TAS ANVARIPOUR

Tas Anvaripour est la directrice du développement commercial de la Banque africaine de développement, où elle est également responsable de l'équipe qui a pour mission de structurer et de collecter des fonds pour Africa 50, une structure financière panafricaine qui a vocation à devenir le véhicule de financement le plus important en Afrique.

TAS ANVARIPOUR

Tas Anvaripour is the Director of Business Development at the African Development Bank, where she is also the team leader in charge of structuring, fundraising and establishing Africa50, a pan-african infrastructure vehicle expected to become Africa's largest and most significant.



Les participants
au Forum Build Africa.

Build Africa Forum delegates

production time, against 7% in South Asia. Basic services rates are far higher than the international norm while Southeast Asian companies spend 70% less and Latin America 50% less on transport than African firms.

BUILD AFRICA, EVERY TWO YEARS

This is what prompted Congo's President Denis Sassou-Nguesso to organise a forum on African infrastructure that would bring together policy makers from diverse backgrounds – heads of public and private enterprise and regional and international organisations, ministers and diplomats, bankers, experts, etc. to debate African infrastructure issues and find financing and investment solutions.

Thus, on 6 and 7 February this year, Brazzaville's Palais des Congrès hosted the first Build Africa, which will now

take place every two years. President Sassou-Nguesso presided over the opening ceremony, in the presence of former Senegalese President Abdoulaye Wade and other dignitaries.

SOME 1,000 PARTICIPANTS

Some 1,000 participants from 49 countries, including African ministers, international personalities and journalists attended. "For a first edition, the forum had record participation." said Minister Jean-Jacques Bouya. Led by high-profile Africans and Westerners, discussions featured 87 speakers from around the world ensuring that the conclusions reached and messages launched, including President Sassou-Nguesso's call to investors and partners "to participate in the financing and implementation of this vast infrastructure programme" resonated far beyond the borders of Congo and Africa.



DES DÉBATS CONSTRUCTIFS ET ENRICHISSANTS

Tables rondes, panels et ateliers : les débats organisés dans le cadre du Forum Build Africa de Brazzaville ont été riches et nombreux. Ils ont notamment permis aux participants de se faire une idée précise de l'état et des enjeux des infrastructures en Afrique.

Force est de reconnaître que le Forum Build Africa, dont les travaux ont été coordonnés par le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya, et organisés avec le concours du cabinet Richard Attias et Associates, en partenariat avec le fonds Africa 50 - une plateforme d'affaires et d'investissements de la Banque africaine de développement -, est bien un espace de débats et de réflexion.

UNE PLÉIADE D'INTERVENANTS

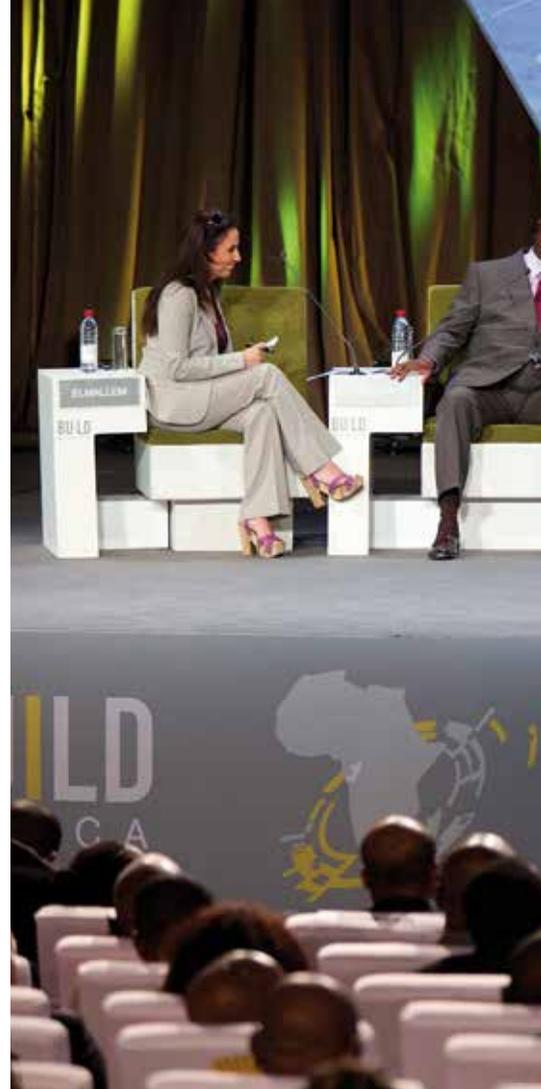
Ainsi, pendant deux jours, outre les messages officiels et les synthèses, le public, nombreux, a pu assister à pas moins de neuf tables rondes, cinq panels, trois ateliers, quatre « Paroles d'experts ou de leaders » et deux « Face-à-face ». Quatre-vingt-sept intervenants – chefs d'Etat, ministres, diplomates, décideurs politiques, maires, bailleurs de fonds, chefs d'entreprises, banquiers, urbanistes, juristes, opérateurs, experts, consul-

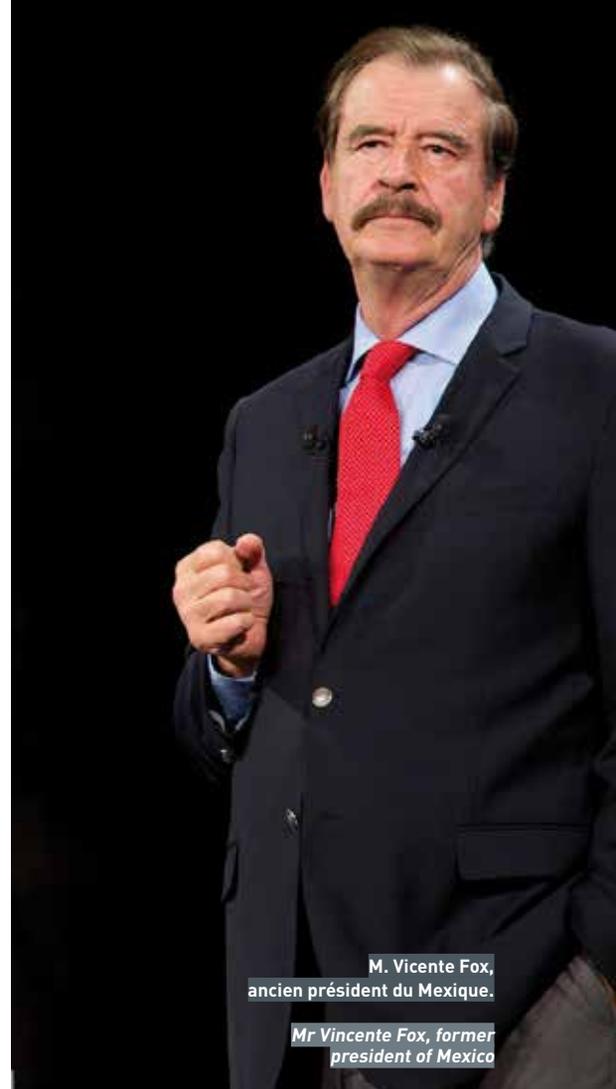
tants, facilitateurs, professeurs d'universités et autres – se sont, par ailleurs, succédé à la tribune pour apporter des éléments de réponse aussi concrets que possible aux multiples interrogations soulevées par un sujet comme celui des infrastructures.

DES DÉBATS VARIÉS

Aucun point n'ayant été écarté, le public a pu se faire une idée de l'état des infrastructures de base en Afrique et des enjeux importants que celles-ci représentent. Pour preuve, les nombreuses questions qui ont été sou-

Chefs d'Etat, ministres, bailleurs de fonds, urbanistes, experts, banquiers se sont succédé à la tribune.





M. Vicente Fox,
ancien président du Mexique.

Mr Vincente Fox, former
president of Mexico



CONSTRUCTIVE, FULFILLING DEBATES

Round tables, panels and workshops: Build Africa Forum debates were rich and numerous. Participants gleaned insight into the state of African infrastructure and its complexities

A HOST OF SPEAKERS

For two days participants attended nine roundtables, five panels, three workshops, four “Expert and leader spotlights” and two “Face-offs”. Eighty seven speakers – heads of state, ministers, diplomats, politicians, mayors, donors, entrepreneurs, bankers, urban planners, lawyers, traders, experts, consultants, facilitators, university professors and others strived to provide concrete answers.

VARIED DEBATES

Numerous debates gave insight into the state of African infrastructure and its complexities. Is talk of an infrastructure bubble real or unfounded? How can infrastructure development provide jobs and strengthen local skills? What role for the local workforce? Are PPPs really relevant? How do international sports events, like the 2015 All Africa Games, and tourism, accelerate network infrastructure?

levées : la bulle des infrastructures est-elle une menace réelle ou une polémique sans fondement ? Comment le développement des infrastructures peut-il soutenir la création d'emplois et renforcer les compétences locales ? Quelle place pour la main-d'œuvre locale dans le développement du continent ? Les partenariats public-privé (PPP) sont-ils aussi pertinents qu'on le croit ? Comment l'organisation d'événements sportifs internationaux, tels les Jeux africains de 2015 au Congo, et le développement du secteur touristique peuvent-ils accélérer le déploiement du réseau d'infrastructures d'un pays ? Etc. Parmi les autres sujets abordés, la nécessité de planifier le développement urbain et la décentralisation est apparue comme un enjeu majeur et l'une des questions les plus urgentes à régler. Les villes africaines sont, en effet, appelées à abriter plus de 60 % de la population totale du continent.

Le rendez-vous a permis aux Africains de se rencontrer et de mettre en évidence que l'Afrique a aussi son expertise.

COORDONNER LES POLITIQUES ET ANTICIPER

De l'ensemble des débats, il est notamment ressorti que si les infrastructures sont un préalable au développement économique et social, elles peuvent aussi découler de la mise en œuvre de certains projets économiques (miniers, par exemple), ou même de l'accueil de certains événements. Pour preuve, l'organisation des Jeux africains de 2015 à Brazzaville, dont la tenue impose non seulement la construction d'infrastructures sportives mais aussi de routes, d'hôtels, etc. En d'autres termes, selon les situations, la réalisation d'infrastructures peut donc stimuler les projets économiques ou, a contrario, être dictée par ces derniers. D'où la nécessité de bien coordonner les politiques sectorielles et d'anticiper les besoins.

LEADERSHIP ET FORMATION

Si remporter la bataille des infrastructures et du développement exige plusieurs conditions, quatre d'entre elles sont apparues comme déterminantes. La première réside dans la nécessité d'établir un leadership et une bonne gouvernance. La deuxième dans la mise en place d'un cadre financier, technique, juridique et légal solide, notamment en matière de PPP, pour mobiliser les financements, qui sont le nerf de la guerre. La troisième insiste sur le besoin de former les ressources humaines, notamment les jeunes, et de disposer d'une élite africaine. La question de la formation est, en effet, revenue sur toutes les lèvres. Enfin, la quatrième précise qu'il faut avoir confiance en ses propres forces et oser miser sur le temps. Certaines entreprises ont, certes, mis du temps à asseoir leur notoriété mais elles ont osé se lancer alors que d'autres, pour n'avoir pas pris de risques, peinent à s'imposer.

LES AFRICAINS AU CENTRE DE TOUS LES ENJEUX

À l'actif de ce rendez-vous de Brazzaville figure notamment le fait qu'il a permis aux Africains de se rencontrer et de mettre en évidence que l'Afrique, elle aussi, a son expertise. À côté des grandes entreprises européennes, américaines, asiatiques et du Proche et Moyen-Orient, quelques groupes africains ont retenu l'attention du public, ainsi que de prometteuses PME.

Au final, après deux jours d'intenses discussions, autant de réponses ont été apportées que de nouvelles questions posées, et pour cause : aucun modèle de développement n'est figé ni valable en tout temps ou en tous lieux. De là découle l'importance d'établir un modèle africain, ce qui n'exclut pas de s'inspirer des expériences extérieures. Mais pour y parvenir, il convient de poser un regard nouveau sur les réalités et de mettre les intérêts des Africains au centre de tous les enjeux.



Pendant deux jours, le public a pu notamment assister à neuf tables rondes cinq panels et trois ateliers.

For two days, delegates attended 9 round tables, 5 panel discussions and 3 workshops.



There is a need to create an African model that looks at the realities and puts the interest of all Africans at the centre of all issues.

The need for planned urban development and decentralisation emerged as major issues, as African cities host more than 60% of the continent's total population.

COORDINATE POLICIES AND ANTICIPATE NEEDS

Infrastructure is a prerequisite for economic and social development and can arise from business operations

(e.g. mining) or events hosting. For example, the 2015 African Games in Brazzaville requires the construction of sports facilities as well as roads, hotels, etc. Thus, infrastructure development can either stimulate economic projects or be instigated by them. Hence the need to coordinate sector policies and anticipate needs.

LEADERSHIP AND TRAINING

Four conditions are crucial to driving infrastructure and development: leadership and good governance, a solid financial, technical, legal and judicial framework to mobilise funding, improved human resources through training, especially young people, and the confidence to take one's time. It may have taken some companies time to

get established but at least they did it, while others, afraid of taking risks, are struggling.

AFRICANS AT THE CORE

This first-ever infrastructure forum in Brazzaville was an opportunity for Africans to meet and showcase Africa's expertise. African companies and promising SMEs featured alongside major European, American, Asian and Near and Middle East companies. As questions were answered, new questions arose. No development model is fixed, valid for all time or in all countries, hence the need to create an African model, while not excluding outside experiences. This requires a fresh look at the realities, putting the interests of Africans at the centre of all issues.



LES TEMPS FORTS DU FORUM

De hauts responsables congolais et étrangers se sont exprimés durant le Forum Build Africa. Parmi eux, le président du Congo, Denis Sassou N'Gusso, le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya, le maire de Brazzaville, Hugues Ngouélondélé, et les ex-chefs d'État du Sénégal, Abdoulaye Wade, et du Mexique, Vicente Fox. Voici les temps forts de leurs déclarations.

HIGHLIGHTS

The Build Africa Forum showcased the views and ideas of senior Congolese and foreign officials. Here are some of the highlights from President Denis Sassou-Nguesso, Minister Jean-Jacques Bouya, and others.



Denis Sassou N'Guesso

Chef de l'Etat congolais

Après avoir insisté sur l'importance des infrastructures dans la vie des sociétés et des nations et souligné que « *doter l'Afrique d'infrastructures fiables et stables pour assurer son développement a toujours été la préoccupation des dirigeants africains [...], l'ambition qui nous a été léguée par les premiers bâtisseurs de la nouvelle Afrique, les pères de nos indépendances* », le chef de l'Etat congolais, initiateur du forum, a rappelé le rôle clef que joue le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) dans l'identification des besoins en infrastructures de l'Afrique, en particulier des grands projets structurants à l'échelle du continent. « *Le Nepad, dont j'ai l'honneur et le grand plaisir de saluer l'un des initiateurs, le président Abdoulaye Wade ici présent, a judicieusement identifié des infrastructures de grande envergure dont la réalisation devrait accélérer l'intégration du continent africain.* »

Parmi les infrastructures d'envergure, Denis Sassou N'Guesso a cité, « *entre autres, le pont route-rail Brazzaville-Kinshasa, le projet de gazoduc transsaharien entre l'Algérie et le Nigeria, le corridor nord-sud Le Cap-Le Caire (projet multimodal associant huit pays), le projet route-rail reliant Dakar, au Sénégal, à Djibouti, en passant par N'Djamena, au Tchad, le réseau de fibre optique dans la région des Grands Lacs, le programme des plateformes portuaires et ferroviaires d'Afrique australe, le projet du barrage d'Inga 3, le projet de la muraille verte qui doit traverser le continent d'est à l'ouest* ».

Conscient que les infrastructures sont « *des projets coûteux qui nécessitent une grande mobilisation des partenariats, de tous les partenariats anciens et nouveaux, une grande mobilisation des financements traditionnels et innovants* », et que « *la mobilisation des ressources finan-*

cières et techniques est sa plus grande faiblesse », le président congolais a encouragé le continent à consentir un effort particulier pour les mobiliser. « *Il revient aux Africains, appuyés par leurs différents partenariats, à travers le monde, de tout mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs que vise la stratégie globale pour le développement des infrastructures en Afrique.* » Des objectifs qui sont au nombre de trois : « *assurer le développement harmonieux et intégré du continent, promouvoir l'Afrique des peuples, et matérialiser la diversification de nos économies encore dépendantes à plus de 80 %, dans la plupart des cas, d'une seule ressource [...]. Tel est notre combat commun...* ».

Même si l'Afrique accuse un retard en matière d'infrastructures, le président congolais a tenu à rappeler qu'il n'y avait aucune fatalité.

Bien qu'en terme d'infrastructures l'Afrique accuse un retard, le président congolais a tenu à rappeler qu'il n'y avait, pour autant, aucune fatalité : « *L'Afrique est certes très en retard dans le domaine des infrastructures. Mais cette situation n'est pas une fatalité. Elle est surmontable. Elle sera surmontée. Le Forum Build Africa, le premier du genre qui se tient aujourd'hui, est la preuve, s'il en est, de notre volonté commune de réaliser le grand sursaut tant attendu et tant espéré* », a martelé Denis Sassou N'Guesso, avant de conclure : « *J'invite les investisseurs à se joindre à nous, dans un élan sincère, afin qu'ensemble nous forçons l'Afrique nouvelle, l'Afrique de demain dont la lueur rejaillira d'un doux éclat sur le monde. Vive l'Afrique ! Vive le partenariat entre l'Afrique et le reste du monde* ».

Denis Sassou-Nguesso

President of the Republic of Congo

“*Providing Africa with stable and reliable infrastructure for its development has always been the concern of African leaders, (...), the ambition bequeathed us by the first builders of the new Africa, the fathers of our independence*”, opened President Denis Sassou-Nguesso, before highlighting NEPAD's key role. “*NEPAD, one of the initiators of which I have the pleasure of welcoming here – President Abdoulaye Wade – has wisely identified major infrastructure that will accelerate African integration.*”

Among these, “*the Brazzaville-Kinshasa road-rail bridge, the Trans-Saharan gas pipeline, the Cape-Cairo corridor, the road-rail linking Dakar, Senegal, Djibouti and N'Djamena, the Great Lakes fiber optic network, the Southern African port and railway platforms, the Inga 3 dam project, etc.*”.

Recognizing that infrastructure requires partnerships and traditional and innovative financing, President Sassou-Nguesso urged the continent to make a special effort. “*It is up to Africans, supported by various partnerships around the world, to make every effort to achieve the objectives sought by the overall strategy for the development of African infrastructure – ensure the harmonious and integrated development of the continent, promote African peoples and diversify our economies.*”

Although Africa lags behind in infrastructure, the president said this could be overcome. “*I call upon investors to join us in a sincere drive to forge the new Africa, the Africa of tomorrow whose light will shine on the world. Long live Africa! Long live Africa's partnership with the rest of the world.*”



BUILD Africa
Brazzaville
du 5 au 7 Février
February 5-7th 2014

Jean-Jacques Bouya

Ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux

En tant que ministre et coordinateur du Forum Build Africa, Jean-Jacques Bouya a rappelé les grands défis du continent en matière d'infrastructures qui justifient la tenue du forum tous les deux ans : « Cette initiative est née de la volonté de réduire le fossé entre, d'une part, l'abondance des ressources naturelles et, d'autre part, l'insuffisance des infrastructures du continent. Un fossé qui commande une action collective et immédiate... ». Jean-Jacques Bouya a également relevé que « les besoins de l'Afrique en infrastructures demeurent énormes ; ils sont estimés à 93 milliards de dollars par an. Or, à l'heure actuelle, l'Afrique ne parvient à mobiliser qu'environ 45 milliards de dollars. D'où l'ur-

gence de résoudre le déficit de 48 milliards de dollars », a-t-il déclaré.

Le jeu en vaut la chandelle, puisqu'« il a été avéré que, si le continent parvient à satisfaire ses besoins en infrastructures, il pourrait créer 2 millions d'emplois directs et 2,5 millions d'emplois indirects », a ajouté le ministre avant de faire état de l'expérience du Congo

« Avec une croissance annuelle moyenne de 5% et une population jeune, l'Afrique a toutes les raisons de croire qu'elle peut vaincre les faiblesses d'aujourd'hui. »

qui, « depuis plus d'une décennie, a mis en œuvre une stratégie nationale d'équipement du territoire. Parmi les réalisations qui ont changé le visage du Congo, on peut citer : 9 aéroports, dont 3 de type international, 1000 km de routes nouvellement bitumées, 1500 km de ligne THT, 10000m³/h d'eau potable de production additionnelle ; 1000 km de fibre optique [...]. Pour assurer son indépendance énergétique, le Congo, notre pays, s'est doté d'un boulevard énergétique et d'un réseau national interconnecté dans le cadre du pool énergétique d'Afrique centrale. Celui-ci a permis de faire passer l'offre de 100 MW en 2002 à 600 MW aujourd'hui... ».

Si le déficit en infrastructures est réel en Afrique, l'espoir est là car, « avec

une croissance annuelle moyenne de 5 %, une population jeune, l'Afrique a toutes les raisons de croire qu'elle peut vaincre ses faiblesses d'aujourd'hui », a-t-il ajouté.

Reste à traduire cet espoir en actes concrets, au risque de compromettre l'avenir du continent. « *Ne pas réagir à l'insuffisance des infrastructures en Afrique, c'est oublier la dimension humaine des infrastructures : elles sont créées par les hommes, pour les hommes. Ne pas réagir à l'insuffisance des infrastructures en Afrique, c'est compromettre les promesses de performance économique de tout un continent. Ne pas réagir à l'insuffisance des infrastructures en Afrique, c'est mettre en péril le développement économique et social attendu par plus d'un milliard d'Africaines et d'Africains...* », a conclu le ministre Jean-Jacques Bouya.

Jean-Jacques Bouya

Minister at the Presidency for Spatial Planning and Delegate General for Major Public Works

Jean-Jacques Bouya, coordinator of the Build Africa Forum, cited the continent's great infrastructure challenges that instigated the forum. "This initiative was born from the desire to reduce the gap between the abundance of natural resources and the lack of infrastructure. A gap that demands immediate and collective action..."

"Africa's infrastructure needs are estimated at \$93 billion per year. However, only about \$45 billion has been raised. Hence the urgency of finding the other \$48 billion," he said. "If the continent can meet its infrastructure needs, it could create 2 million jobs and 2.5 million indirect jobs," added the Minister, going on to report Congo's experience. "Implemen-

ting a national infrastructure strategy for over a decade has given Congo nine airports, including three international, 1,000 km of paved roads, 1,500 km of EHV lines, an additional 10,000m³/h drinking water, 1,000 km of fiber optic cable [...]. An energy boulevard and a national interconnected network within the Central African Power Pool, increasing supply from 100 MW in 2002 to 600 MW, today ensures energy independence". With 5% average annual growth and a young population, Africa can succeed.

"Not solving Africa's lack of infrastructure compromises the economic performance of an entire continent, putting the social and economic development of more than a billion Africans at risk," he concluded.

Abdoulaye Wade

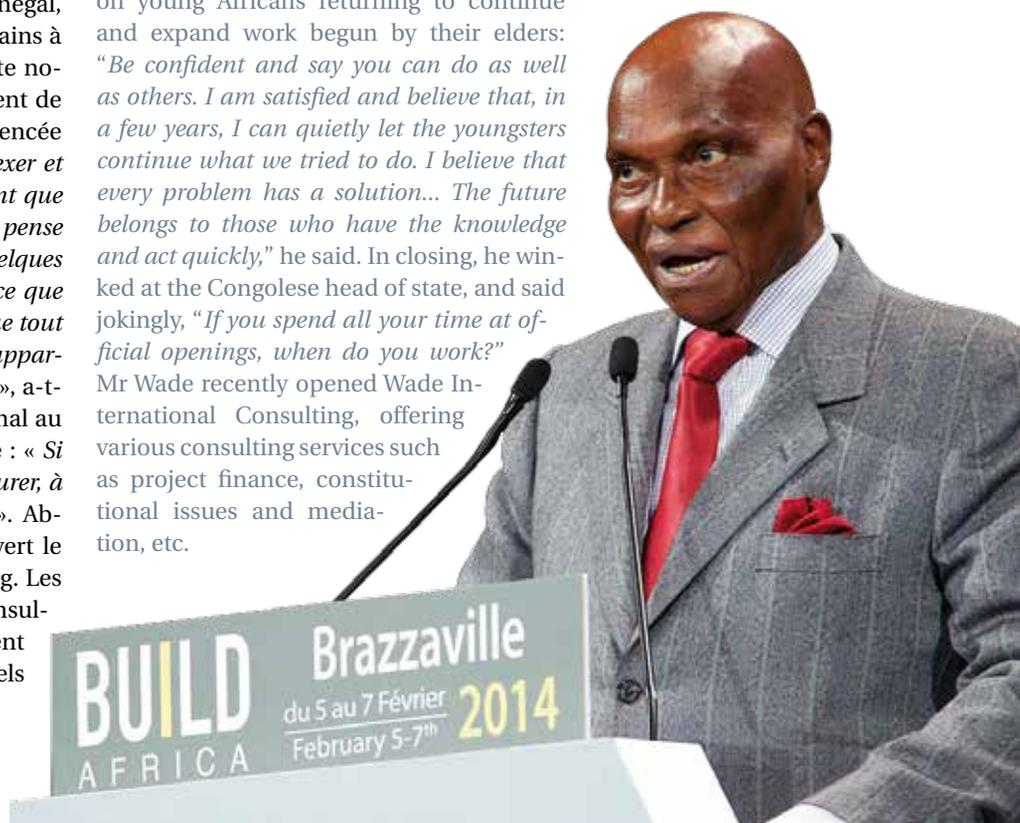
Ancien président du Sénégal

Abdoulaye Wade a fait part de son expérience personnelle. Encore très alerte malgré son âge avancé (il aura 88 ans le 29 mai), il s'est exprimé sans note et a parlé des projets qu'il a pu initier et mettre en œuvre sous sa présidence au Sénégal, entre 2000 et 2012. Il a invité les Africains à être décomplexés. Pour cela, il compte notamment sur la jeunesse à qui il revient de poursuivre et amplifier l'œuvre commencée par leurs aînés : « *Il faut se décomplexer et vous dire que vous pouvez faire autant que les autres. Moi, je suis comblé et je pense que je peux tranquillement, dans quelques années, laisser les jeunes poursuivre ce que nous avons essayé de faire. Je pense que tout problème a une solution... L'avenir appartient à ceux qui savent et sont rapides* », a-t-il déclaré. Enfin, dans un clin d'œil final au chef de l'Etat congolais, il a plaisanté : « *Si vous passez tout votre temps à inaugurer, à quel moment allez-vous travailler ?* ». Abdoulaye Wade a tout récemment ouvert le cabinet Wade International Consulting. Les services qu'il propose, en tant que consultant, sont divers et variés : financement de projets, problèmes constitutionnels et médiation, etc.

Abdoulaye Wade

Former President of Senegal

Sharing his personal experience, Abdoulaye Wade spoke about projects initiated and implemented in Senegal between 2000 and 2012 under his presidency. Urging Africans to be forthright, he said they are counting on young Africans returning to continue and expand work begun by their elders: "Be confident and say you can do as well as others. I am satisfied and believe that, in a few years, I can quietly let the youngsters continue what we tried to do. I believe that every problem has a solution... The future belongs to those who have the knowledge and act quickly," he said. In closing, he winked at the Congolese head of state, and said jokingly, "If you spend all your time at official openings, when do you work?" Mr Wade recently opened Wade International Consulting, offering various consulting services such as project finance, constitutional issues and mediation, etc.



Hugues Ngouélondélé

Maire de Brazzaville

Il revenait à Hugues Ngouélondélé, le maire de Brazzaville, ville-capitale qui « porte sur les fonts baptismaux l'événement », de souhaiter la bienvenue aux participants, de les encourager dans leurs travaux et de les inviter à découvrir « Brazza la Verte », tout en faisant, au passage, la promotion de sa cité. Ce qu'il n'a pas manqué de faire : « Nous vous souhaitons la cordiale bienvenue à Brazzaville, cité historique, carrefour des grandes rencontres internationales, berceau du mouvement olympique africain et ville hôte de la célébration du cinquantenaire des Jeux africains, en 2015. Brazzaville, siège du Festival panafricain de musique et première ville africaine admise dans le Réseau mondial des villes créatives de l'Unesco dans le domaine de la musique [...]. Puissent vos travaux aboutir à des conclusions porteuses d'espoir, à tous égards ».

« Enfin, pour terminer, en vous réitérant nos vœux de chaleureuse bienvenue ainsi que d'un excellent séjour de travail à Brazzaville, et pour lier l'utile à l'agréable, je vous suggère, en temps de relâche, de découvrir, à travers les neuf arrondissements de notre municipalité, la légendaire hospitalité et la convivialité des Brazzavillois, sans oublier les fastes de la gastronomie tropicale congolaise et les belles sonorités de la musique congolaise, issues du trésors du patrimoine culturel de notre terroir », a-t-il conclu.

Hugues Ngouélondélé

Mayor of Brazzaville.

It was up to Hugues Ngouélondélé, mayor of Brazzaville, host city of the first ever Build Africa Forum, to welcome participants, encourage them in their endeavours and invite them to discover "Green Brazza". "We wish you a warm welcome to Brazzaville, a historic city and a crossroads for major international meetings, birthplace of the African Olympic movement and host city of the fiftieth anniversary of the African Games in 2015. Brazzaville, where the Panafrican Music Festival takes place is the first African city admitted to the UNESCO Creative Cities Network in the field of music [...]. May your work lead to promising conclusions in all respects."

"In closing, we once again wish you a warm welcome and a great working stay in Brazzaville and, to link business with pleasure, I suggest you take time out to discover, across the nine districts of our city, Brazzaville's legendary hospitality and friendliness, not to mention the delights of Congo's delicious tropical cuisine and beautiful music, from the depths of our cultural heritage," he concluded.



Vicente Fox

Président du Mexique de 2000 à 2006

Vicente Fox a mis en avant les réalisations faites dans les pays d'Amérique latine. Il a expliqué qu'à certains égards, les pays africains pouvaient s'en inspirer. Il a toutefois tenu à préciser que chaque pays et chaque région du monde avait ses spécificités.

Selon lui, il ne s'agit pas, pour les pays africains, de copier tout ce qui s'est fait ailleurs mais d'examiner de près les expériences des autres afin d'en tirer le meilleur et de l'adapter aux réalités du continent. Vicente Fox a souligné que nombre de pays africains disposent d'atouts considérables pour assurer leur rayonnement économique à condition, notamment, qu'ils instaurent une bonne gouvernance et mettent en commun les compétences de leurs secteurs public, privé et universitaire, seuls gages de réussite : « *Nous devons faire beaucoup d'efforts. Ce continent a beaucoup de potentialités. Nous sommes tous des êtres humains et nous devons être libres. La gouvernance doit produire et être efficace. Le gouvernement doit travailler avec les secteurs privé et public et le monde universitaire* ».

L'ancien président mexicain, né en 1942, s'est forgé une réputation de réformateur. Sous sa présidence, des réformes ambitieuses ont vu le jour pour dynamiser l'économie mexicaine et la rendre plus compétitive.

Vicente Fox

President of Mexico (2000 - 2006)

Vicente Fox highlighted Latin America's achievements, saying that African countries could learn from them but stressing that each country and region has its specifics.

Africa should not copy everything done elsewhere, but rather look at what was done, take the best and adapt it. He pointed out that many African countries have considerable assets to ensure their economic influence, provided they establish good governance and share their public, private and academic sector skills, essential to success. " *This continent has a lot of potential. We are all human beings, and we must be free. Governance must be effective. The government must work with the private and public sectors and academia.* "

The former Mexican president built a reputation as a reformer when, during his term, he introduced ambitious reforms to boost the Mexican economy and make it more competitive.



GROS PLAN SUR QUELQUES INTERVENANTS

**Le Forum Build Africa a réuni une pléiade d'intervenants.
Gros plan sur les interventions de quelques têtes d'affiche.**

SPOTLIGHT ON SELECTED SPEAKERS

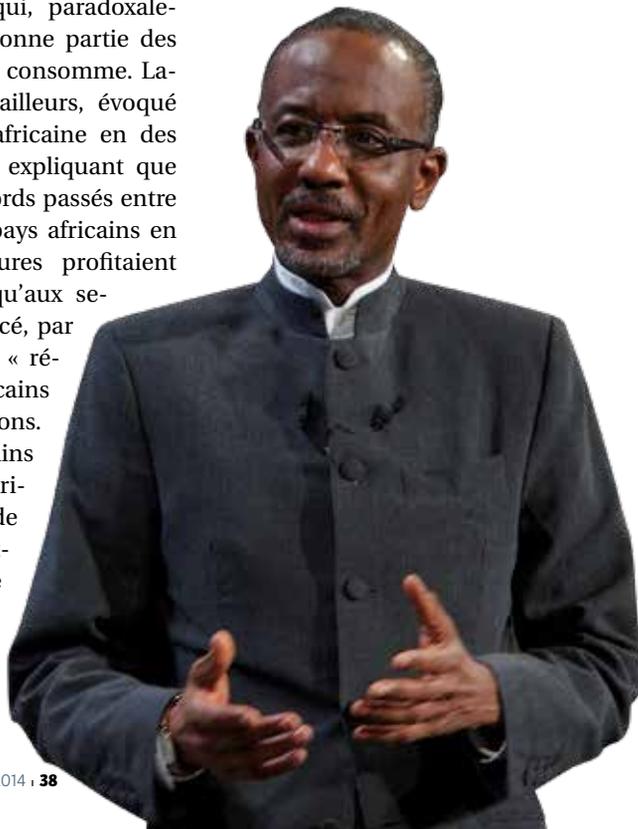
Build Africa forum called upon a host of speakers, providing a wealth of experience and insight. Here are some of the headliners.

Lamido Sanusi

Ancien gouverneur de la Banque centrale du Nigeria

Lamido Sanusi a souligné la nécessité, pour les pays africains, de se doter d'infrastructures de bonne qualité pour attirer un maximum d'investisseurs. Il a, toutefois, émis des réserves sur la stratégie de certains pays exportateurs de matières premières qui ne cherchent pas à les transformer localement en vue de créer de la valeur ajoutée. Il a notamment cité l'exemple de son propre pays, le Nigeria, premier producteur africain de pétrole qui, paradoxalement, importe une bonne partie des produits raffinés qu'il consomme. Lamido Sanusi a, par ailleurs, évoqué la coopération sino-africaine en des termes peu flatteurs, expliquant que pour l'instant les accords passés entre la Chine et certains pays africains en matière d'infrastructures profitaient plus à la première qu'aux seconds. Il s'est prononcé, par conséquent, pour un « réveil » des pays africains dans les négociations. Les dirigeants africains devraient davantage privilégier les intérêts de leurs propres Etats, a-t-il plaidé. S'agissant de son avenir, il a indiqué qu'il ne comptait pas briguer un

nouveau mandat à la tête de la Banque centrale du Nigeria après l'expiration de celui en cours, d'ici à la fin de l'année. Lamido Sanusi a précisé qu'il allait se mettre au service du développement du continent d'une autre manière, en créant un « think tank » pour réfléchir à des solutions aux problèmes qui entravent le décollage économique de l'Afrique.



Lamido Sanusi

Former Governor of the Central Bank of Nigeria

Mr Sanusi stressed the need for good quality infrastructure to attract maximum investment before going on to lament the export of raw materials rather than processing them locally to create added value. His country, Nigeria, is Africa's largest oil producer, yet it imports most of the refined products it consumes. He also expressed reservations about China-Africa infrastructure cooperation and urged African leaders to "wake up" in contract negotiation to guarantee the interests of their own countries. Regarding his future, he said he did not intend to seek re-election as Nigerian Central Bank governor at the end of the year, announcing his intention to serve Africa in a different way by creating a "think tank" to brainstorm solutions to problems that impeded Africa's economic takeoff.

Rodolphe Adada

Ministre congolais des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande

Le ministre congolais des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Rodolphe Adada, a souligné, lui, que la construction d'infrastructures était désormais au cœur des priorités du Congo, sous l'impulsion du président Denis Sassou N'Gusso qui a tracé un projet de société baptisé « Le chemin d'avenir ».

Il a relevé que l'aéroport international Maya-Maya, à Brazzaville, rénové, modernisé et agrandi, pourrait faire de la capitale congolaise un « hub » régional susceptible d'accueillir de nombreuses personnalités en quête de projets d'investissement. Un effort qui, au demeurant, ne concerne pas que Brazzaville : plusieurs autres villes congolaises se dotent peu à peu, elles aussi, d'infrastructures de très bonne facture.

Rodolphe Adada

Congolese Minister of Transport, Civil Aviation and Merchant Navy

Congo's Minister of Transport, Civil Aviation and Merchant Navy, Rodolphe Adada, stressed that infrastructure was an ongoing priority for President Denis Sassou-Nguesso, in the context of his "Future Path" plan. He explained that the renovated, modernised and expanded Maya-Maya International Airport could make Brazzaville a regional hub for investors while other Congolese towns gradually built their own excellent infrastructure.

Thierry Mougalla

Ministre congolais des Postes et Télécommunications

Thierry Mougalla a pris part à un panel auquel participait, notamment, son homologue de la RD Congo, Tryphon Kin-Kiey Mulumba. Il s'est exprimé sur les retombées du déploiement en cours de la fibre optique sur le territoire congolais, une opération qui permettra, à terme, une circulation plus rapide des données, a-t-il expliqué. L'initiative pourrait donner des idées aux entrepreneurs spécialisés dans les projets liés à l'économie numérique, un secteur d'activité qui contribue à la création de nombreux emplois dans d'autres pays. Alors pourquoi pas au Congo ? En matière de nouvelles technologies de l'information, le Congo n'est effectivement pas en reste. Tout est mis en œuvre pour que les utilisateurs d'Internet aient une connexion plus sûre et plus rapide.

Thierry Mougalla

Congolese Minister of Posts and Telecommunications

Thierry Mougalla took part in a panel along with his DR Congo counterpart Tryphon Kin-Kiey Mulumba, focusing on Congo's ongoing fiber optic deployment for faster data flow and the potential opportunities for digital economy specialists to invest in this industry that contributes largely to job creation in other countries. In terms of ICT, Congo is not far behind and is working to ensure Internet users a secure, faster connection.



Vérone Mankou

Jeune entrepreneur congolais

Président-directeur général de VMK

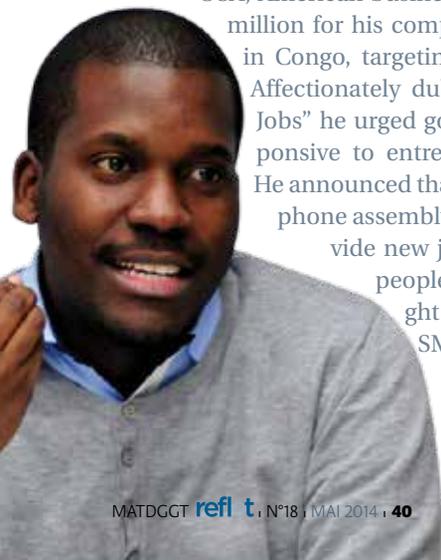
PDG de VMK, la start-up congolaise qui a mis sur le marché la première tablette tactile et le premier smartphone conçus en Afrique, Vérone Mankou a, pour sa part, recensé les difficultés auxquelles sont confrontés les entrepreneurs pour obtenir des financements au Congo. Pour se lancer, il a bénéficié d'un premier financement accordé par le ministère de l'Industrie. Il a indiqué que, lors d'un séjour aux Etats-Unis, des hommes d'affaires américains lui avaient proposé 20 millions de dollars pour racheter sa société. Il a cependant précisé avoir refusé cette offre car, en tant qu'entrepreneur, il est convaincu qu'on peut réussir en étant installé au Congo, mais à une condition : viser un marché international. Le jeune dirigeant d'entreprise, que d'aucuns surnomment affectueusement le « Steve Jobs congolais », a exhorté les autorités congolaises à être plus attentives aux appels lancés par des entrepreneurs qui cherchent désespérément à recueillir des fonds pour monter leur affaire. Il a annoncé qu'il allait implanter une unité d'assemblage des pièces de son smartphone dans la capitale congolaise, initiative qui offrira de nouvelles perspectives aux jeunes à la recherche d'un emploi. VMK, qui semble vouée à un bel avenir, est l'exemple d'une vraie réussite entrepreneuriale au Congo dans la sphère des PME/PMI.

Vérone Mankou

Young Congolese entrepreneur

CEO of VMK

VMK is the Congolese start-up that put the first African-designed touch pad and smartphone on the market. Vérone identified financing challenges entrepreneurs face in Congo. He had initial funding from the Ministry of Industry and then, during a visit to the USA, American businessmen had offered him \$20 million for his company. He'd preferred to stay in Congo, targeting an international market. Affectionately dubbed the "Congolese Steve Jobs" he urged governments to be more responsive to entrepreneurs' financing needs. He announced that he was setting up a smartphone assembly plant in Brazzaville to provide new job opportunities for young people. VMK, which has a bright future, is a true Congolese SME/SMI success story.



Papa Demba Thiam

Haut responsable de la Banque mondiale

Dans son intervention, Papa Demba Thiam, haut responsable de la Banque mondiale basé à Brazzaville qui est en charge, notamment, du développement du secteur privé et de l'intégration régionale, a énuméré un certain nombre de projets en cours de réalisation ayant bénéficié d'un appui financier et d'un suivi de cette institution. Il a notamment parlé du projet de relance de la production d'huile de palme dans le Bas-Congo, une province située dans l'ouest de la République démocratique du Congo. Selon lui, cette industrie, qui a été laissée à l'abandon pendant plusieurs années, se redresse progressivement grâce à l'expertise de la Banque mondiale qui travaille en étroite collaboration avec les opérateurs locaux. Il a par ailleurs souligné la nécessité, pour les pays africains, de s'appuyer sur des cadres bien formés et compétents pour concevoir et produire des projets de développement susceptibles de bénéficier de financements extérieurs.

Papa Demba Thiam

Senior Private Sector Specialist, World Bank

In his speech, Papa Demba Thiam, a Brazzaville-based senior World Bank official specialising in private sector development and regional integration, listed projects underway which have World Bank financial support and monitoring. He mentioned the project to revive palm oil production in the Bas-Congo, a province in western DR Congo. He said the industry, neglected for several years, is gradually recovering thanks to World Bank expertise and the dedication of local operators and stressed the need for well-trained and competent staff to design and produce development projects eligible for external funding.



Robert Hersov

*Directeur associé de la banque d'affaires Sapinda
Président de l'Advisory Board de NetJets Europe*

Communément appelé Rob, Robert Hersov, 53 ans, est un entrepreneur établi à Londres qui dispose de plusieurs casquettes. Il est notamment directeur associé de la banque d'affaires Sapinda et président de l'Advisory Board de NetJets Europe. Dans une intervention très remarquée, il a plaidé pour une intervention minimale de l'Etat dans les projets économiques liés au transport aérien, domaine dans lequel il a massivement investi. Ce libéral convaincu, natif de la ville du Cap, en Afrique du Sud, passe une partie de sa vie dans des pays africains à la recherche de secteurs économiques porteurs où investir. Robert Hersov voyage à bord de son jet privé en compagnie d'un groupe d'investisseurs qui tient à prendre pied en Afrique. A la tribune, il a estimé que la création d'emplois était d'abord l'affaire du secteur privé et que le rôle de l'Etat consistait surtout à créer un cadre propice à l'afflux des investissements. A ce propos, il a indiqué que les Etats africains avaient encore des efforts à faire pour permettre aux opérateurs du secteur privé de faire des affaires dans un climat favorable. Sa prestation, entrecoupée d'applaudissements, a été accueillie positivement par le public. La majorité des personnes dans la salle semblait favorable à moins de régulation et à plus de concurrence.

Robert Hersov

*Associate Director, Sapinda Merchant Bank
Chairman, Advisory Board of NetJets Europe*

Robert Hersov, 53, a London-based entrepreneur, delivered a remarkable speech calling for minimum state intervention in economic projects related to air transport, in which he has invested heavily. Born in South Africa, he travels the continent in search of promising economic sectors in which to invest, transporting groups of investors looking for a foothold in Africa. He said that job creation is the private sector's responsibility while the state's role is to create a conducive investment climate, stating that African countries still had work to do in this area to encourage the private sector. His talk met with much applause from the audience, the majority of which seemed to favour less regulation and more competition.





Le Forum Build Africa a également été l'occasion de conclure de nombreux partenariats.

Build Africa gave rise to concrete agreements and partnerships

LES PREMIÈRES RETOMBÉES

Accord sur le déploiement d'un réseau d'interconnexion à la fibre optique entre le Congo et le Gabon, relance de la construction du barrage de Sounda, création d'une unité Partenariat public-privé au sein de la DGGT : le Forum Build Africa a aussi donné lieu à des avancées concrètes.

IMMEDIATE OUTCOMES

A Congo-Gabon interconnecting fiber optic network, reviving the Sounda Dam project, a public-private partnership unit for the DGGT: Build Africa brought tangible results.

Loin de n'être qu'un simple espace de débats et de rencontres, le Forum international Build Africa s'est aussi révélé être une plateforme d'affaires où des accords ont été conclus et des partenariats économiques noués de façon spontanée.

LE CONGO ET LE GABON BIENTÔT CONNECTÉS À LA FIBRE OPTIQUE

Le 6 février par exemple, un mémorandum d'entente sur l'interconnexion des réseaux à fibre optique entre la République du Congo et le Gabon a été signé. Le document a été paraphé par le ministre congolais des Postes et Télécommunications, Thierry Mougalla, et par l'ambassadeur du Gabon au Congo, Barthélémy Ongayi, chargé de remplacer le ministre gabonais qui n'a pu se rendre à Brazzaville. Cet accord, qui clôt une discussion entamée il y a plusieurs mois, devrait se matérialiser dans le courant de l'année 2014. Côté congolais, la dorsale sera déployée entre Pointe-Noire et Mbinda, ville-frontière avec le Gabon. Côté gabonais, elle passera par Bakoumba et Franceville pour remonter par le chemin de fer en direction de Libreville. Sa réalisation, financée par la Banque



More than just a forum for meetings and debate, Build Africa, held in Brazzaville on 6 and 7 February 2014, gave rise to business agreements and economic partnerships.

FIBER OPTIC CONNECTION FOR CONGO AND GABON

On 6 February, a Memorandum of Understanding on the interconnection of the fiber optic networks of Congo and Gabon was signed by the Congolese Minister of Posts and Telecommunications, Thierry MOUNGALLA, and the Ambassador of Gabon to Congo, Barthélemy ONGAYI. On the Congolese side, the backbone will run between Pointe-Noire and M'Binda, on the Gabon border. In Gabon, it will go through Bakoumba and Franceville and along the railroad towards Libreville. It is funded by the World Bank under the Central African Backbone project.

SOUNDA DAM PROJECT REVIVED

A Memorandum of Agreement was signed between Brazzaville and the International Finance Corporation to revive construction of the Sounda hydroelectric dam. On the Kouilou River in Kouilou province, the 1,200 MW-capacity dam will be financed and built as a Public-Private Partnership (PPP). The first studies for this project were conducted in 1954 before being reactivated under the presidency of Fulbert Youlou, who officially launched construction on 24 March 1961. Due to lack of funding, the project was stalled.

A PPP UNIT WITHIN THE DGGT

Another fine outcome is a technical assistance contract between Congo and Edifice Capital, a management company approved by the Autorité des Marchés Financiers (AMF) and dedicated to the structuring, investment, development and management of infrastructure and agriculture investment funds. Edifice Capital will help the General Delegation of Major Public Works (DGGT) to set up a dedicated PPP unit as well as develop and implement a long-term national PPP strategy for economic and social infrastructure and the agricultural sector. The creation of a \$100 million investment fund dedicated to agro-industrial value chain development was also announced.

mondiale dans le cadre du projet Central African Backbone, permettra ainsi l'interconnexion des deux pays.

LA CONSTRUCTION DU BARRAGE DE SOUNDA RELANÇÉE

Dans le cadre du développement des potentialités énergétiques du Congo, un protocole d'accord a, par ailleurs, été signé entre Brazzaville et la Société financière internationale, une structure de la Banque mondiale chargée de promouvoir le secteur privé dans les pays en développement, pour mettre en œuvre un concept clair en vue de la construction du barrage hydroélectrique de Sounda. D'une capacité de 1200 MW, le barrage sera situé sur le fleuve Kouilou, dans le département du même nom. Son financement et sa construction devraient intervenir dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). La construction du barrage de Sounda est un projet ancien. Les premières études en vue de son édification ont été lancées en 1954, avant d'être réactivées sous la présidence de Fulbert Youlou qui avait procédé à la pose de la première pierre des travaux, le 24 mars 1961. Mais, faute de financements, le projet n'a, jusqu'à présent, jamais vu le jour.

UNE UNITÉ PPP AU SEIN DE LA DGGT

L'autre grande avancée du forum s'est matérialisée par la signature d'un contrat d'assistance technique entre le Congo et Edifice Capital, une société de gestion agréée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) et dédiée à la structuration, au placement, au développement et à la gestion de fonds d'investissement dans le domaine des infrastructures et de l'agriculture. Edifice Capital sera chargée d'accompagner la Délégation générale aux grands travaux (DGGT) dans la mise en place d'une unité consacrée aux PPP au sein de la structure. Plus largement, le groupe devrait aussi aider le Congo à élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale PPP sur le long terme, l'objectif étant de développer, d'une manière très concrète, les PPP dans le pays dans le domaine des infrastructures économiques et sociales et dans les filières agricoles. Enfin, la création d'un fonds d'investissement de 100 millions de dollars dédié à la promotion de la chaîne des valeurs dans les projets agro-industriels a également été annoncée.



LE FORUM EN IMAGES







L'ancien sous-secrétaire d'État américain aux Affaires africaines Chester Crocker remettant le protocole de Brazzaville au président Denis Sassou N'Guesso.

Former Assistant Secretary of State for African Affairs, Chester Crocker, handing the Brazzaville Protocol to President Sassou-Nguesso

Le 25^e anniversaire du protocole de Brazzaville célébré avec faste

The 25th anniversary of the Brazzaville Protocol celebrated with great pomp

Le 11 février dernier, le Congo a célébré le 25^e anniversaire du protocole de Brazzaville qui a ouvert la voie au retour à la paix en Afrique australe à la fin des années 1980. Une cérémonie placée sous le haut patronage du président congolais, Denis Sassou N'Guesso.

On 11 February, under the patronage of President Denis Sassou-Nguesso, Congo commemorated the 25th anniversary of the Brazzaville Protocol which brought peace to Southern Africa in the early 1990s.

Le 25e anniversaire de la signature du protocole de Brazzaville sur la paix en Afrique australe a été célébré le 11 février dans la capitale congolaise. La cérémonie s'est déroulée au Palais des congrès, sous le patronage du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, et en présence de plusieurs invités de marque, dont trois présidents en exercice – le Sud-Africain Jacob Zuma, le Togolais Faure Gnassingbe, et le président de Sao Tomé et Principe, Manuel Pinto Da Costa. L'ancienne présidente d'Irlande (1990-1997), Mary Robinson, l'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade, plusieurs ministres – dont le Français Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, qui représentait le président François Hollande –, trois prix Nobel de la paix – le Bangladais Muhammad Yunus, l'ex-président finlandais Martti Ahtisaari et l'Egyptien Mohamed El-Baradei – et d'autres personnalités de renom venues d'Amérique latine, d'Europe, d'Asie et d'Afrique figuraient également parmi les invités. Prévues à l'origine le 13 décembre dernier, la cérémonie a dû être reportée à la suite du décès de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, le 7 décembre 2013. Mais la nouvelle date retenue ne doit rien au hasard, puisqu'elle fait référence au 11 février 1990, jour de la sortie de prison de celui qui fut surnommé « Madiba ». Ainsi, la cérémonie du 11 février 2014 a-t-elle permis de célébrer un double anniversaire.

LA CONCLUSION DE TRÈS LONGUES NÉGOCIATIONS

Outre l'hommage rendu à Nelson Mandela, dont l'un des petits-fils a évoqué le souvenir à la tribune, la cérémonie a été l'occasion de rappeler les étapes qui ont abouti à la signature, le 13 décembre 1988, au Palais du peuple de la capitale congolaise, du protocole de Brazzaville sur la paix en Afrique australe. « *Ce fut l'épilogue d'interminables et diffi-*



Rencontre entre Denis Sassou N'Guesso et Nelson Mandela. Meeting between Denis Sassou N'gesso and Nelson Mandela

Trois présidents en exercice et trois prix Nobel ont assisté à la cérémonie placée sous le patronage du chef de l'Etat.

ciles négociations entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba, sous la médiation des Etats-Unis d'Amérique et l'hospitalité active du Congo », a notamment rappelé le président Denis Sassou N'Guesso dans son discours d'ouverture. Entamées le 2 mai 1988 à Londres, ces négociations se sont également dé-

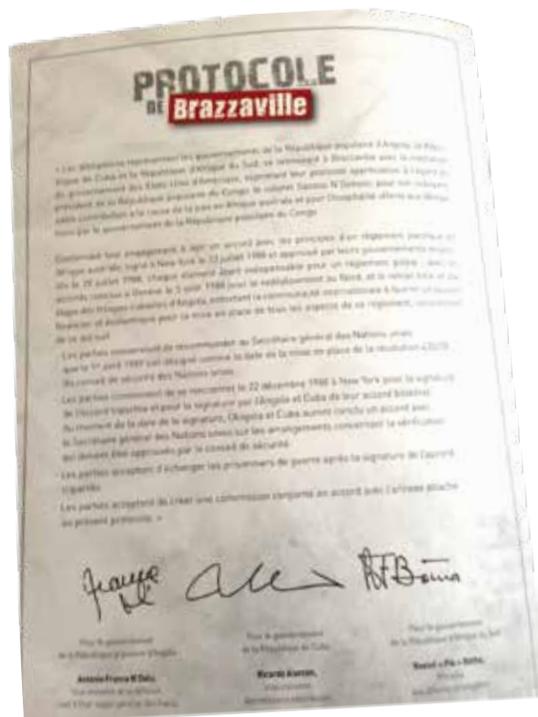
The 25th anniversary of the signing of the Brazzaville Protocol for peace in Southern Africa was celebrated on 11 February 2014 in Brazzaville.

President Sassou-Nguesso presided at the Palais des Congrès, with distinguished guests including three sitting presidents – South Africa's Jacob Zuma, Togo's Faure Gnassingbe, and Sao Tome and Principe's Manuel Pinto Da Costa.

Also present were former Presidents Mary Robinson of Ireland (1990-1997) and Senegal's Abdoulaye Wade, several ministers – including French Minister of Defence Jean-Yves Le Drian, three Nobel Peace Prize laureates – Bangladesh's Muhammad Yunus, Finland's Martti Ahtisaari and Egypt's Mohamed ElBaradei – and a host of international personalities. Originally planned for 13 December, the commemoration was postponed following the death of Nelson Mandela on 7 December. The new date, 11 February, marks Madiba's release from prison in 1990, thus making it a double anniversary.

THE CONCLUSION OF LENGTHY NEGOTIATIONS

The commemoration recalled the context and content of the Brazzaville Protocol signed on 13 December 1988. "It was the epilogue to interminable negotiations between South Africa, Angola and Cuba, mediated by the United States of America and Congo's active hospitality," recalled President



roulées au Caire (Egypte), à New York, à Genève (Suisse) et, à cinq reprises, à Brazzaville. Signé entre l'Afrique du Sud (alors sous régime de l'apartheid), Cuba et l'Angola, le protocole de Brazzaville a été suivi des « *accords de New-York du 22 décembre 1988 qui ont ouvert la voie au retrait des troupes cubaines de l'Angola; des troupes sud-africaines de la Namibie et du sud de l'Angola; à l'indépendance de la Namibie; à la libération de Nelson Mandela et à l'avènement d'une nouvelle Afrique du Sud, nation arc-en-ciel* », a également souligné le président Denis Sassou N'Guesso.

Tout en le remerciant pour son initiative, le président sud-africain Jacob Zuma a félicité le chef de l'Etat congolais pour son implication dans le retour de la paix en Afrique australe.

Tous les intervenants ont insisté sur la nécessité de privilégier le dialogue dans la résolution des conflits.

LA PAIX AU CŒUR DES DÉBATS

Pour illustrer ces événements, un documentaire intitulé « Plot for Peace » (« Complot pour la paix ») a été diffusé. Financé par le Sud-Africain Ivor Ichikowitz, président de Paramount Group, il a été réalisé en hommage à Jean-Yves Ollivier, un homme d'affaires français qui a œuvré dans l'ombre aux côtés du président congolais durant les négociations ayant abouti à la signature du protocole. La cérémonie a également été l'occasion de tables rondes et de discussions sur la paix, un sujet qui mobilise les chefs d'Etat africains.

Le premier débat, auquel a pris part Martti Ahtisaari, a porté sur la question : « Pourquoi ce qui paraissait impossible il y a 25 ans a pu se faire maintenant ? ».

Le deuxième, intitulé « La paix est-elle une utopie aujourd'hui ? », a été conduit par le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Enfin, une table ronde a réuni les trois prix Nobel de la paix.

DEVOIR DE MÉMOIRE

Tous les intervenants ont insisté sur l'importance que revêt la paix dans le monde, et particulièrement en Afrique. Ils ont aussi souligné la nécessité de privilégier le dialogue dans la résolution des conflits. Le président congolais a, pour sa part, encouragé à « *œuvrer pour la sauvegarde de la paix qui doit être le premier de nos devoirs. La paix conditionne tout dans la vie des peuples et des nations, mais elle est en péril partout, à quelques nuances près* », a-t-il insisté.

De toutes les leçons à tirer des discussions qui ont jalonné cette journée, le président Denis Sassou N'Guesso en a retenues deux. La première se rapporte au devoir de mémoire : « *Notre auguste assemblée y a accordé, à juste titre, une place de choix. Ce qui nous a permis de revisiter la lutte héroïque et victorieuse menée, des années durant, par les peuples d'Afrique australe* ». Quant à la seconde, elle est suggérée « *par le débat ô combien édifiant*

que nous venons d'avoir sur le thème de la paix. Ce débat a eu le grand mérite de proposer les semences d'une paix qui ont vocation à prémunir notre monde de la culture de la violence. A ce stade, j'aimerais saisir cette occasion pour apporter notre soutien et exprimer notre solidarité à tous les peuples en proie à la violence et qui, de ce fait, payent de leurs vies le déficit de paix qu'accusent, hélas, leurs pays respectifs », a ajouté le président congolais

METTRE UN TERME À LA BARBARIE

Evoquant le cas de la République centrafricaine, le président congolais a rappelé que « *le martyr du peuple centrafricain frère est emblématique des tragédies dont sont victimes certains Etats et peuples à travers le monde. Il est du devoir de la communauté internationale d'agir avec davantage de fermeté et de diligence afin de mettre un terme au règne de la barbarie* », a-t-il conclu.



UNE FONDATION POUR LA PAIX

Le président Denis Sassou N'Guesso, qui a clos les célébrations marquant le 25e anniversaire du protocole de Brazzaville du 13 décembre 1988, a annoncé la création d'une Fondation pour la paix. « *A dater de ce jour [11 février 2014, ndlr], j'annonce devant vous, artisans éprouvés de la cause de la paix, la création d'une Fondation pour la paix afin d'accompagner, concrètement, tous les chantiers de construction et de reconstruction de la paix en Afrique et partout ailleurs dans le monde.* »

A FOUNDATION FOR PEACE

President Denis Sassou-Nguesso, closing the commemoration of the 25th anniversary of the Brazzaville Protocol of 13 December 1988, announced the creation of a Foundation for Peace. "From this day [11 February 2014, Ed], I announce to you, dedicated artisans of peace, the creation of a Foundation for Peace to accompany, in practice, all peacebuilding efforts in Africa and elsewhere in the world."



Photo de famille lors de la cérémonie de signature du protocole de Brazzaville.

PVC pipe factory in the Maloukou-Tréchet ICZ

Sassou-Nguesso. Negotiations began on 8 May 1988 in London, then continued in Cairo, New York, Geneva and, for five sessions, in Brazzaville.

Signed by the USA, Cuba, Angola, South Africa (still under apartheid), the Soviet Union, the UN High Commissioner for Namibia and Congo Brazzaville, the text formalised “the 22 December 1988 New York agreement, paving the way for the withdrawal of Cuban troops from Angola; South African troops from Namibia and southern Angola; Namibia’s independence; Nelson Mandela’s release and the advent of a new South Africa, the rainbow nation”, said President Sassou Nguesso. South African President Jacob Zuma thanked him for the initiative and commended him for his involvement in the restoration of peace in Southern Africa.

PEACE AT THE HEART OF THE DEBATE

A documentary called “Plot for Peace”, funded by South Africa’s Ichikowitz Family Foundation, is a tribute to Jean-Yves Ollivier, a French business-

man who worked behind the scenes alongside the Congolese president negotiating the protocol. Renowned speakers led debate on peace, focusing on questions like: “Why what seemed impossible 25 years ago is possible now?” and “Is peace a utopia today?”

Striving for the preservation of peace takes priority in our duties. Peace influences all in the lives of peoples and nations, but it is in danger everywhere

DUTY OF REMEMBRANCE

All speakers stressed the importance of world peace, particularly in Africa, and the need to promote dialogue in conflict resolution. The Congolese president encouraged “striving for the preservation of peace, which takes priority in our duties. Peace influences all in the lives of peoples and nations, but it is in danger everywhere,” he said. Of all the lessons learned from

the day’s discussions, President Sassou-Nguesso selected two. The first is the duty of remembrance: “*Our august assembly rightly granted it priority. This allowed us to revisit the heroic and victorious struggle conducted for years by the peoples of Southern Africa.*” The second “*is suggested by the edifying discussion we just had on the theme of peace. This debate had the great merit of offering seeds of peace intended to protect our world from the culture of violence. I would like to take this opportunity to express our support and solidarity to all those in the grip of violence and, therefore, paying with their lives for the absence of peace in their respective countries*”.

ENDING BARBARISM

Referring to Central African Republic, Congo’s President recalled that “*the martyring of our Central African brothers is emblematic of the tragedies experienced by some States and peoples worldwide. It is the international community’s duty to act more vigorously and diligently to put an end to the reign of barbarism.*”

Maloukou-Tréchet, premier jalon des zones économiques spéciales

Maloukou-Tréchet, first Special Economic Zone milestone

Lancés en 2012, les travaux de construction de la Zone industrielle et commerciale (ZIC) de Maloukou-Tréchet s'achèveront d'ici à la fin de l'année 2014. Fort de nombreux atouts géographiques, le site abritera les premières unités industrielles de l'une des quatre zones économiques spéciales (ZES) voulues par le gouvernement.

Launched in 2012, the Maloukou-Tréchet Industrial and Commercial Zone (ICZ), ideally situated, is the first of the government's four Special Economic Zones, aimed at promoting Congo's industrialisation.

Elle est l'un des maillons clés de la Zone économique spéciale (ZES) de Brazzaville qui verra prochainement le jour au Congo. Située en bordure du fleuve Congo, dans le district d'Ignié (département du Pool), à une soixantaine de kilomètres au nord de Brazzaville et à quelque 30 km à l'est de la route nationale (RN) n° 2 qui la reliera au nord du pays et à la capitale, la Zone industrielle et commerciale (ZIC) de Maloukou-Tréchet matérialisera, sur le terrain, le 2e volet du programme du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, consacré à l'industrialisation du Congo.

ADAPTÉ AU TRANSPORT MULTIMODAL

Le choix de Maloukou ne relève pas du hasard. Le site compte, en effet, de nombreux atouts. Le premier est sa proximité avec Brazzaville, la capitale congolaise. Le deuxième, sa situation à la sortie du long et étroit couloir que forme le fleuve Congo entre Mpouya, Ngabé et le Pool Malebo. Ici, le fleuve, qui reçoit sur sa rive gauche la rivière Kasai, a un débit très fort et une profondeur qui lui permet d'accueillir des navires à fort tirant d'eau. Grâce au renforcement du réseau

routier national, Maloukou, qui est déjà relié, via la RN 2, au Chemin de fer Congo-Océan dont Brazzaville est l'un des terminus, sera en outre directement connecté au port maritime de Pointe-Noire via une bretelle de la RN 1 qui contournera la capitale et rattrapera la RN 2 au nord d'Ignié. A partir de Maloukou, le relais pourra donc être pris par le fleuve Congo pour transporter, notamment, toutes les marchandises lourdes en provenance ou à destination du nord du pays. Enfin, Maloukou se trouve en face de Maluku, son homonyme de RD Congo logé sur la rive gauche du fleuve qui abritera également une zone économique spéciale. La construction d'un pont entre les deux sites, dans le cadre du projet pont-route-rail entre Brazzaville et Kinshasa, renforcera l'inté-

Situé à proximité de Brazzaville, là où le fleuve Congo forme un long et étroit couloir, le site de Maloukou compte de nombreux atouts.

gration régionale des deux ZES. A ce dispositif viendront enfin s'ajouter un port sec et un port fluvial. Ainsi, favorisé par sa situation géographique et un ensemble d'infrastructures de transport, Maloukou constituera un site idéal pour le développement du transport multimodal.

PREMIÈRE EXPÉRIENCE DES QUATRE ZES

Bien positionné sur la route des échanges entre le nord et le sud du Congo, mais aussi entre le Congo, la République centrafricaine et la RD Congo, Maloukou est en passe de devenir un grand centre économique avec la mise en place de la ZES de Brazzaville qui intégrera la ZIC de Maloukou-Tréchet.

Première expérience des quatre ZES ciblées par le gouvernement, dont celles d'Oyo-Ollombo et de Ouessou, dans la partie septentrionale du Congo, et celle de Pointe-Noire, dans la partie méridionale, Maloukou-Tréchet couvre une superficie de quelque 654 000 m². Le coût global de sa réalisation est estimé à 500 millions de dollars, soit 250 milliards



L'usine de fabrication de tubes et de tuyaux en PVC de la ZIC de Maloukou-Tréchet.

PVC pipe factory in the Maloukou-Tréchet ICZ

A key link in the Brazzaville Special Economic Zone (SEZ), the Maloukou-Tréchet Industrial and Commercial Zone (ICZ) is on the Congo River in the Ignié district (Pool), about 60 km north of Brazzaville and 30 km east of the RN2 highway. It is the second phase of President Sassou-Nguesso's industrialisation and modernisation programme.

A SUITABLE SITE FOR MULTIMODAL TRANSPORT

Maloukou was chosen because it is close to Brazzaville and at the end of the Congo River corridor between Mpouya, Ngabé and Pool Malebo, deep enough to accommodate vessels with a deep draft. Maloukou is

also already connected to the Congo-Ocean Railway, which stops at Brazzaville, and will soon be connected to the Pointe-Noire port via an RN1 slip road that will bypass the capital and join the RN2 north of Ignié. From Maloukou, goods will be transported to and from the north on the Congo River.

On the opposite bank of the river, in Maluku, DRC, another SEZ is planned. This aspect of regional integration will be strengthened by a bridge linking the two sides and countries, part of the Brazzaville-Kinshasa road-rail bridge project, as well as a dry port and a river port, all of which makes Maloukou an ideal site for developing multimodal transport.

de francs CFA. Le projet prévoit également la construction de deux voies d'accès au site pour un coût de plus de 19 milliards de francs CFA.

DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Une fois achevé, le complexe de Maloukou comptera 16 usines de production de matériaux de construction destinés à satisfaire la demande nationale, en très forte expansion. On y fabriquera notamment des emballages pour les peintures et le mortier, des tuiles galvanisées et ondulées, des peintures et des vernis, des tubes et des tuyaux en PVC, des briques et des tuiles céramiques, des produits sanitaires ainsi que des câbles électriques, des carrelages et des revêtements en céramique. Le complexe disposera, par ailleurs, de quatre magasins de stockage et d'une chambre frigorifique. Quelque 500 tonnes de tuiles galvanisées et un million de tubes et de tuyaux en PVC seront produits sur place tous les mois.

CINQ USINES DÉJÀ OPÉRATIONNELLES

Lancés le 7 août 2012 par le chef de l'Etat et exécutés par la société brésilienne Asperbras, une entreprise spécialisée dans la construction d'usines à vocation industrielle ou agricole, les travaux, qui prendront fin en 2014, avancent selon le calendrier prévu. Sur les 16 usines prévues, cinq (unités de fabrication de carreaux, de pièces mécaniques, de tubes et de tuyaux en PVC, de tôles galvanisées et ondulées, usine de rotomoulage) ont commencé à produire et un entrepôt est déjà opérationnel. Chaque usine compte un laboratoire pour le contrôle et la qualité des matières premières, ainsi qu'une infirmerie. D'autres unités sont en cours d'installation et entreront en production dans les prochains mois. Le bon avancement des travaux contente les autorités du pays. « *C'est une marque de satisfaction de voir, à mi-parcours, comment les travaux se déroulent. Sur les 16 usines attendues, 5 sont effectives, d'autres sont en*



L'usine de fabrication des étriers.

A bracket manufacturing plant in Maloukou

MALOUKOU-TRÉCHOT, UN PEU D'HISTOIRE

Les vieux Brazzavillois l'appellent toujours la « case Tréchet ». Pourtant, le bâtiment abrite depuis longtemps une ambassade - celle d'URSS devenue, depuis la chute du mur de Berlin, celle de Russie. Située dans le centre-ville de la capitale, la « case Tréchet » fut construite entre 1888 et 1905 par les cinq frères du même nom arrivés au Congo à cette époque. D'abord agents d'une société de commerce locale - la maison Daumas -, ils s'établirent rapidement à leur compte, en 1892. Dans un premier temps marchands et chasseurs d'éléphants, ils étendirent ensuite leur activité commerciale jusqu'à être à la tête de cinq factoreries.

En 1899, la totalité du bassin de la Likouala-Mossaka leur fut concédée. Le bassin faisait alors partie du cercle du Moyen-Congo (qui avait pour chef-lieu Loukoléla) devenu, en 1904, région du Bas-Oubangui-Congo, une circonscription immense située entre la région de Brazzaville, au sud, et celle de Bangui, au nord. Pour exploiter leur concession, les frères Tréchet fondèrent la Compagnie française du Haut et Bas-Congo (CFHBC) qui développa, entre autres, le palmier à huile et le caoutchouc. Ils utilisèrent le fleuve par l'intermédiaire de deux vapeurs au départ de leurs entrepôts de Brazzaville et de Loango et des factoreries créées le long des rivières. Leur nom fut associé à celui de Maloukou parce que les Tréchet avaient implanté sur le site des entrepôts et un port artisanal à partir duquel étaient embarquées ou débarquées les marchandises.



A BRIEF HISTORY OF MALOUKOU-TRÉCHOT

Brazzaville "old-timers" still call the building the Tréchet hut, even though it houses the Russian Embassy. The Tréchet brothers, who first worked for trader Daumas, built it from 1888 through 1892, when they set up as merchants and elephant hunters and eventually industrialists with five factories. In 1899 they were granted the entire Likouala-Mossaka basin, part of Middle Congo that, in 1904, became the Bas-Ubangi-Congo Region.

The Tréchet brothers founded the Compagnie Française du Haut-Congo (CFHC) with factories along the river and operated two steamers from the Brazzaville and Loango warehouses. They are associated with Maloukou because they established warehouses and a harbor there.



Vue générale de l'usine de fabrication de tubes et de tuyaux en PVC.
The spacious and well-equipped new PVC pipe factory

train d'être montées. A la fin du mois de mars, 10 seront opérationnelles. D'autres le seront à la fin du mois de juin. Le chronogramme est donc bien respecté et nous serons au rendez-vous », a déclaré Jean-Jacques Bouya, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, lors de la visite d'une délégation gouvernementale à Maloukou, le 2 février dernier. Selon les estimations du ministère des Zones économiques spéciales, la ZES de Brazzaville qui, outre des activités industrielles, abritera aussi des unités de transformation de produits agricoles et servira de plateforme financière et logistique, permettra de créer 15 000 emplois d'ici à 2020. Son impact sur la création des richesses nationales hors pétrole sera, par ailleurs, d'environ 700 millions de dollars. « Il s'agit (...) d'un point de départ très significatif pour cette zone économique spéciale appelée à devenir une grande ville, en 2025 », a assuré Alain Akouala, le ministre des Zones économiques spéciales, au cours de la même visite.

THE FIRST OF FOUR SEZS

The new ICZ will reinforce Maloukou as a hub for business and trade between the north and south as well as between Congo, Central African Republic and DR Congo and paves the way for three more SEZs in Oyo-Ollombo and Ouesso in northern Congo and Pointe-Noire in the south. Covering 200,000 hectares at a cost of \$500 million (250 billion CFA francs), the Maloukou ICZ also includes the construction of two access roads costing over 19 billion CFA francs.

MANUFACTURING BUILDING MATERIALS

The Maloukou ICZ will house 16 building material factories to meet booming domestic demand, manufacturing packaging, corrugated and galvanized tiles, paint and varnish, PVC tubes and pipes, bricks and ceramic tiles and sanitary fittings, as well as electric cables, tiles and ceramic coatings. The ICZ will have four warehouses and cold storage. Some 500 tons of galvanized tiles and a million PVC tubes and pipes will be produced monthly.

FIVE PLANTS ALREADY OPERATIONAL

Launched by the Head of State on 7 August 2012, the building work, carried out by Brazil's Asperbras, is progressing smoothly and will be complete in 2014. Five of the planned 16 plants and warehouse are already up and running. Each has a quality control laboratory and an infirmary. Other units underway will soon be operational. "It is very satisfying to see, halfway, how the work is progressing. Of the 16 factories and warehouses planned, five are operational, others are underway. By the end of March, 10 will be operational. Others will be at the end of June. So the schedule is being respected and we will be on time", said Jean-Jacques Bouya, Minister for Spatial Planning and Delegate General for Major Public Works, during a government team tour of Maloukou on 2 February. According to estimates, the SEZ will create 15,000 jobs by 2020 and its impact on the creation of national non-oil wealth will be about \$700 million. "This is a crucial embryo, a highly significant start for this special economic zone destined to be a great city in 2025", said Alain Akouala, the Minister of Special Economic Zones.



Dolisie, un chef-lieu en pleine expansion

Hausse de la production agricole et de la fréquentation touristique, essor de nouvelles activités, flambée des prix de l'immobilier... L'ouverture du tronçon de la RN 1 entre Pointe-Noire et Dolisie, en 2011, a permis à l'ex-Loubomo de retrouver sa vocation de ville-carrefour et son dynamisme économique. Reportage.



Dolisie – a growing administrative centre

*Increased agricultural production, flourishing tourism, new businesses and soaring property prices...
Dolisie is the new booming crossroads*

De toutes les infrastructures de base dont bénéficie Dolisie, la route remporte la palme, et de loin. Pour preuve, les propos dithyrambiques de Georges, un jeune Dolisien : « *C'est le projet le plus important que le président Denis Sassou N'Guesso laissera à la postérité* », martèle-t-il. Georges n'est pas le seul à le penser. Et pour cause. L'ouverture, le 21 décembre 2011, du tronçon de la route nationale 1 (RN 1), long de quelque 180 kilomètres, qui relie Pointe-Noire, le port maritime, à Dolisie, l'ex-Loubomo, a bouleversé l'économie locale en désenclavant le département du Niari et son chef-lieu. Et même la Lékoumou et la Bouenza, ses voisins. L'impact positif de ce nouvel axe sur l'agriculture a été très rapide. « *La route a fortement stimulé la production agricole. Aujourd'hui, Pointe-Noire, l'un des plus grands marchés de consommation du pays, est à moins de trois heures de route de chez nous. Il absorbe désormais une grande partie des denrées agricoles produites dans l'hinterland de notre ville* », explique Faustin Mbani, le directeur départemental de l'Agriculture. Des faits corroborés par cet agriculteur de Louvakou, une cité voisine : « *Nous écoulons l'essentiel de nos productions vivrières et de nos fruits - en particulier le manioc, la banane plantain et l'avocat - à Pointe-Noire* ».

« LE NOMBRE DE TRANSPORTEURS A DÉCUPLÉ »

Seule ombre au tableau : ces marchandises sont devenues rares, et donc plus chères, à Dolisie et sur les marchés environnants. Un effet pervers de la route dont se plaignent les Dolisiens qui concèdent, toutefois, que les échoppes et les supérettes de leur ville sont plus nombreuses et mieux achalandées en biens manufacturés importés ou fabriqués dans la ville océane. Des biens vendus, par ailleurs, à des prix plus abordables qu'autrefois, quand la route n'existait pas. Autre avantage : l'accroissement des échanges a favorisé l'éclosion de nouvelles activités, formelles ou informelles, qui profitent



L'hôpital général de Dolisie.

Dolisie General Hospital

à la cité. En effet, si les agriculteurs de la région ont été les grands gagnants de la mise en service de la route, commerçants, hôteliers et restaurateurs de la troisième ville du Congo ne sont pas en reste. « *Ici, le nombre de transporteurs a décuplé* », insiste Jean Bosco Yondot, conseiller économique du maire de Dolisie. Parmi eux, on trouve principalement des opérateurs informels dotés d'un seul véhicule, les grands transporteurs étant ponténégrins. Mais l'augmentation attendue de la production agricole, sous la houlette de sociétés modernes comme AgriDeck, Congo Agriculture ou la ferme Nzimba, devrait changer la donne et imposer un transport plus structuré disposant de plus de capacités. La route a également favorisé la circulation des voyageurs. Pour s'en rendre compte, il suffit d'aller à la gare routière, premier équipement du

Aujourd'hui, Pointe-Noire est à moins de trois heures de route de Dolisie, contre plus de dix heures auparavant.

genre construit au Congo, qui a été inaugurée en 2010. « *Nous accueillons, chaque jour, plus d'une centaine de véhicules, soit quelque 1 200 passagers, dont près de 70 % fréquentent l'axe Dolisie-Pointe-Noire* », explique Noël Ngoma-Tsita, administrateur de la gare. En outre, selon le nombre de tickets vendus au péage de Moukondo, 5 000 voyageurs environ utiliseraient quotidiennement la RN 1 entre Pointe-Noire et Dolisie.

ESSOR DU TOURISME

Parmi eux, les transporteurs et les commerçants sont les plus nombreux. « *Ils peuvent faire jusqu'à deux allers-retours dans la journée entre les deux villes. Ils ne dorment donc plus ici, comme autrefois quand il fallait plus de 10 heures pour faire le même trajet* », déplore Jean Bosco Yondot. Un manque à gagner pour les hôteliers largement compensé toutefois par l'arrivée d'une nouvelle clientèle qui a désormais l'embaras du choix, les hôtels, tel le Grand-Hôtel, les restaurants et les « nganda » (bars) ayant poussé comme des champignons. En tête de ces nouveaux touristes, les Ponténégrins qui n'hésitent pas à



L'hôpital compte plusieurs pavillons.

The hospital consists of numerous buildings

Of all Dolisie's new facilities, the road gets first prize. Opened on 21 December 2011, the 180 km Pointe-Noire - Dolisie section of the RN 1 national road has boosted the local economy and those of neighbouring Lékoumou and Bouenza, and opened up Niari province. Says George, a young local, "This is the most important project President Denis Sassou-Nguesso will leave to posterity." Its impact on agriculture was rapid. "Today, Pointe-Noire, one of the largest consumer markets in the country, is less than three hours away," says Faustin Mbani, Provincial Head of Agriculture. A Louvakou farmer agrees, "We sell most of our crops – especially cassava, plantain and avocado – in Pointe-Noire."

"TRANSPORTERS HAVE INCREASED TENFOLD"

These goods are now scarce and more expensive in Dolisie, though better-stocked and cheaper stores compensate. Increased trade has fostered formal and informal businesses like traders, hoteliers and restaurateurs in Congo's third largest city. "The number of transporters has increased ten-

The Pointe-Noire - Dolisie section of the RN 1 has boosted the local economy through increased trade and transport

fold," says Jean Bosco Yondot, economic adviser to the mayor of Dolisie. These are mostly informal operators, the big transporters being from Pointe-Noire. Increased agricultural production from modern companies like AgriDeck, Congo Agriculture and Nzimba will require organised transport. There is more passenger transport too, as can be seen at Congo's first bus station, opened in 2010. "Over 100 vehicles, carrying 1,200 passengers, of which almost 70 % use the Pointe-Noire-Dolisie road," says station manager Noël Ngoma-Tsitacs. According to the number of toll tickets sold at Moukondo, about 5,000 drivers use the RN 1 daily between Pointe-Noire and Dolisie.

venir passer le week-end dans la capitale du Niari. L'occasion de déguster les célèbres « missala » - ces crevettes d'eau douce uniques dans le pays - et, au passage, de traverser le massif du Mayombe, couvert de forêts et peuplé, dit-on, de mamies watta et d'autres génies...

La grande cité du Niari attire aussi les passionnés du ballon rond. Congolais d'autres départements du pays, Gabonais, Anglais ou encore Congolais de Kinshasa accourent à Dolisie, à l'occasion des matches de compétitions africaines, surtout quand les Léopards, le club de football local, s'y produisent. Il est alors bien difficile d'obtenir une place au stade Denis-Sassou-N'Gusso, qui n'en compte que 4 000... Face à une telle affluence, des travaux d'extension de la capacité d'accueil du stade ont été engagés.

Bien sûr, la mise en service de la RN 1 n'explique pas, à elle seule, le renouveau économique de Dolisie et du département. Certes, la création de la cimenterie Forspack, à capitaux chinois, est aussi liée à la présence de riches gisements de calcaire dans la région. Certes, le malaisien Asia Congo Industries, qui a pris le relais de l'ex-Soco-

La ville attire de plus en plus de touristes. Parmi eux, les Ponténégrins qui n'hésitent pas à venir passer le week-end dans la capitale du Niari.

bois, a démarré ses activités en 2006, soit avant l'ouverture de la route. Certes, la Fonderie du Congo, qui sera opérationnelle en juin prochain, s'est installée, elle, sur le site de l'ex-Ferco. Néanmoins, la RN1, qui mène déjà au port maritime et qui atteindra la capitale congolaise en 2015, facilitera l'évacuation de l'ensemble des productions vers l'extérieur et vers les centres de consommation du Congo. Mais le frémissement économique de la cité et l'entrée en production des gisements de fer du nord du département n'ont pas échappé à certains



L'aéroport de Dolisie.

Dolisie Airport

LES GRANDES RÉALISATIONS DE LA MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE DANS LE NIARI

Engagé en 2004, le programme de municipalisation accélérée vise à améliorer les conditions de vie des populations des départements congolais et à impulser le développement économique au niveau local par la réalisation de divers équipements. Financé et réalisé par l'Etat, il concerne toutes les collectivités du pays et sera achevé en 2016. Dans le Niari, le programme de municipalisation accélérée a été lancé en 2006. Outre la rénovation et l'ouverture de pistes rurales, de routes départementales et de voiries urbaines, il s'est traduit par la réhabilitation et la construction de divers édifices et infrastructures, notamment à Dolisie. Les bâtiments administratifs les plus emblématiques qui ont été réalisés sont la mairie, l'hôtel de préfecture et l'hôtel du Conseil départemental. A noter également : la réhabilitation de l'hôpital général, entièrement équipé, la construction d'une gare routière, d'une superficie de 3 hectares, et du Grand-Hôtel de Dolisie, inauguré le 13 août 2006, dont la rénovation témoigne de la volonté de l'Etat de moderniser le chef-lieu du Niari et d'y favoriser le tourisme.

Inauguré en février 2008, le stade Denis-Sassou-N'Gusso bénéficie, lui, des normes olympiques. Quant au marché central, qui s'étend sur 7 961 m², il abrite plus de 1 000 étals, ainsi que quelque 80 boutiques et entrepôts. Il s'agit du plus grand marché jamais construit au Congo. Mentionnons enfin l'aéroport Ngot Nzoungou, entièrement rénové, et le lycée d'excellence de Mbounda, qui accueille des élèves de tout le pays sélectionnés sur la base d'un concours.



La préfecture du Niari.

Niari prefecture

BIG ACHIEVEMENTS OF NIARI'S ACCELERATED MUNICIPALISATION

Launched in 2004, Congo's accelerated municipalisation programme aims to improve living conditions and boost economic development at the local level through infrastructure. Financed and executed by the state, it benefits all municipalities across the country and will be completed in 2016. Niari's accelerated municipalisation programme, launched in 2006, has built and renovated rural, county and urban roads as well as various buildings and infrastructure, especially in Dolisie.

The most emblematic administrative buildings are the city hall, the prefecture and the council offices. The general hospital was entirely renovated and equipped, a 3-hectare bus station built, while the renovation of the Grand Hotel in Dolisie, opened 13 August shows the willingness of the State to modernise and promote tourism. The Olympic standard Denis Sassou-Nguesso Stadium opened in February 2008. The 7,961 m² central market housing over 1,000 stalls and 80 shops and warehouses is the largest market in Congo. Completely renovated too are the Ngot Nzoungou airport and the Mbounda School of Excellence.

BOOMING TOURISM

Of the 5,000 Pointe-Noire - Dolisie road users, most are transporters and traders. "They can make up to two round trips a day between the two cities. They don't sleep here as they did when the trip took over 10 hours," laments Jean Bosco Yondot. Hotel shortfall is largely offset by the arrival of tourists, spoilt for choice of hotels, like the Grand Hotel, restaurants and ngandas (bars). Mainly from Pointe-

Tourists, football fans and businesses from Pointe-Noire flock to Niari, stimulating its economy and strengthening its position as a transit hub

Noire, they spend the weekend in Niari, to taste the famous missala – freshwater shrimp – and climb the Mayombe Mountains. Niari also draws football fans from Congo, Gabon, Angola and DRC, who flock to Dolisie for matches, especially when the local Leopards team plays. The Denis Sassou-Nguesso stadium is being extended to increase its capacity. The RN 1 is not the only reason for Dolisie's economic revival. The Forspack cement plant was built to exploit the region's rich limestone deposits. Asia Congo Industries took over Socobois in 2006, before the road opened and Congo Foundry, which will be operational in June, took over Ferco. The RN1, which will reach the capital in 2015, will facilitate the evacuation of goods. The city's burgeoning economy and new iron ore operations in the north have sparked off a rush for Pointe-Noire businesses to expand to the area. Opening branches are banks, like Ecobank, and freight, insurance and ICT companies, causing property prices to skyrocket.

FUTURE SUB-REGIONAL TRANSHIPMENT HUB

As its economy expands, Niari is becoming a transit hub, largely due to the sub-regional benefits of the RN1



linking Ndendé, in Gabon, to Kimongo, on the border with Angola and to Londela-Kayes, on the DRC border and two strategic rail projects in Dolisie. The Congo-Ocean Railway (CFCO), linking Brazzaville to Pointe-Noire, is being rehabilitated, and the newly operational former Comilog line between Mbinda, in the north, and Mont-Bello, near Dolisie, will now transport Mayoko's iron ore. All stimulate new business for Dolisie, particularly services. Dolisie will also be a sub-regional transshipment hub when

the dry port near Fondecos is complete. "The port will accommodate 15,000 to 20,000 containers and be connected to the RN1 and the CFCO," said Mayor Paul Adam Dibouilou. Good news for the city, one of the few in the country that doesn't experience load shedding. "We get electricity from Moukokooulou hydroelectric dam in Bouenza, which was renovated in 2007," says Mayor Dibouilou. Industrial growth will increase demand. Time to complete the Sounda Dam on the Kouilou-Niari River...

opérateurs ponténégrins qui se sont empressés d'installer une succursale à Dolisie. Des banques également, comme Ecobank, qui vient d'y ouvrir une agence, des transitaires, des sociétés d'assurance et des entreprises liées au numérique s'intéressent également de près à ce nouveau marché. Du coup, les locaux et les terrains deviennent rares et les prix de l'immobilier montent en flèche.

UN FUTUR HUB SOUS-RÉGIONAL DE TRANSBORDEMENT

Alors qu'il retrouve progressivement sa vocation industrielle, qu'il s'élargit à de nouvelles branches d'activités, le chef-lieu du Niari renoue aussi avec sa vocation de ville-carrefour et de transit. La RN1 y contribue pour une grande part. La construction de la route d'intérêt sous-régional qui reliera, via l'ex-Loubomo, la ville gabonaise de Ndendé à Kimongo, un bourg frontalier avec Cabinda (Angola), et à Londela-Kayes, qui fait frontière avec la RD Congo, confortera cette vocation.

Pour se repositionner comme un pôle de transit, l'ex-Loubomo peut aussi compter sur le rail, en pleine mutation grâce à deux projets structurants : d'une part, la réhabilitation en cours du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO), qui relie Brazzaville à Pointe-Noire, dont Dolisie est l'une des principales gares. D'autre part, la remise en service de l'ex-Comilog entre Mbinda, dans le nord du Niari, et Mont-Bello, une gare du CFCO proche de Dolisie. Rénovée dans le cadre d'un partenariat public-privé impliquant les miniers, cette voie ferrée, qui acheminait autrefois le manganèse du Gabon vers le port de Pointe-Noire avant d'être fermée en 1992, suite à la mise en service du chemin de fer Transgabonais, transportera le minerai de fer de Mayoko. Cerise sur le gâteau enfin : la troisième ville du pays va bientôt acquérir le statut de hub de transbordement sous-régional avec la réalisation d'un port sec près de Fondéco pour décongestionner le port autonome de Pointe-Noire. « Son

L'ex-Loubomo peut aussi compter sur le rail, en pleine mutation grâce à deux projets structurants.

financement est acquis. Le port pourra contenir entre 15 000 et 20 000 conteneurs acheminés par le train ou par la route. Il sera relié à la RN1 par un axe bitumé. Une bretelle le connectera, par ailleurs, au CFCO», précise Paul Adam

Dibouilou, le maire de Dolisie. Une très bonne nouvelle pour la localité, l'une des rares dans le pays à ne subir presque aucun délestage. « Nous bénéficions de l'électricité du barrage hydroélectrique de Moukougoulou, dans la Bouenza, qui a été réhabilitée en 2007 », poursuit Paul Adam Dibouilou. Reste que l'essor des activités va augmenter la demande. A quand le barrage de Sounda, sur le fleuve Kouilou-Niari ?



Le chef-lieu du Niari renoue avec sa vocation de ville-carrefour.



Niari's administrative centre is also a bustling trade crossroads

LES ATOUTS ÉCONOMIQUES DU DÉPARTEMENT DU NIARI

Situé dans le sud-ouest du Congo, frontalier avec le Gabon, au nord, l'Angola et la RD Congo, au sud, bordé par les départements de la Lékoumou et de la Bouenza, à l'est, et du Kouilou, au sud-ouest, le département du Niari couvre une superficie de 25 925 km² et abrite quelque 250 000 habitants. Il tire son nom du fleuve éponyme, dont la vallée qui se déploie sur plusieurs départements est considérée comme l'un des greniers du pays.

Bien qu'agricole, le Niari doit sa prospérité à sa forêt, exploitée pour ses bois précieux. Aujourd'hui, il compte près d'une vingtaine d'unités forestières d'exploitation (UFE) réparties entre huit sociétés, dont les plus importantes sont à capitaux malaisiens (Asia Congo Industries, Sofil et Taman Industries) et portugais (Forestière agricole, industrielle et commerciale). Les autres sont détenues par des intérêts congolais. Les essences les plus exploitées sont l'okoumé, le limba et l'acajou. Le département compte également deux unités industrielles, situées à Dolisie : la cimenterie du groupe chinois Forspack et la Fonderie du Congo, dont le capital est majoritairement détenu par le groupe mauricien Samlo. L'autre atout du Niari est son potentiel minier. Le nord du département abrite, notamment, deux grands gisements de fer : Mayoko-Lékoumou, opéré par Congo Mining, une filiale de l'australien Equatorial Resources, et Mayo-ko-Moussondji, développé par DMC Iron Congo qui contrôle, depuis mars 2012, le sud-africain Exxaro.

La production du gisement de Mayoko-Lékoumou, dont les réserves sont évaluées à quelque 2,6 milliards de tonnes de fer, devrait démarrer en 2014 avec 2 millions de tonnes (Mt.) pour atteindre, en 2017, 10 Mt. par an. Prévue pour 2014, la production de Mayo-ko-Moussondji sera, dans un premier temps, de 300 000 tonnes de fer par an. Elle devrait passer à 10 Mt. en 2016. La filiale d'Equatorial Resources estime les ressources du gisement à 917 Mt., à 31,4 % de fer.

Servi par une grande diversité d'infrastructures de transport (route, rail et aéroport) et par sa situation géographique qui le met à proximité de Pointe-Noire et de trois pays étrangers, le Niari a une vocation de carrefour et de transit évidente. Enfin, il peut miser sur un potentiel touristique certain, tant sur le plan historique et culturel qu'en terme de paysages.



L'hôtel du Conseil départemental du Niari.

Niari provincial council building

NIARI'S ECONOMIC ASSETS

In the southwest of Congo on the border with Gabon, Angola and DRC, and neighbour to Lékoumou, Bouenza and Kouilou counties, Niari, named after the eponymous river, covers 25,925 km² and has 250,000 people. Besides agriculture, Niari owes its prosperity to timber, mainly okoume, limba and mahogany. Around twenty designated forestry units (DFUs) are shared by eight companies, the largest being Malaysian (Asia Congo Industries, Sofil and Taman Industries) and Portuguese (Forestière Agricole, Industrielle et Commerciale). The others are Congolese.

Industry is based in Dolisie, with the Chinese-owned Forspeck cement plant and Mauritian-owned Congo Foundry.

Niari's mining potential is in its iron deposits in the north. Mayoko-Lékoumou, operated by Congo Mining, has estimated reserves of 2.6 billion tons. Production should start in 2014 with 2 million tons (Mt) and reach 10 Mt year by 2017. Mayo-ko-Moussondji, operated by DMC Iron Congo, has estimated reserves of 917 Mt with a 34% iron content and should produce 300,000 tons per year from 2014, rising to 10 Mt by 2016.

Served by a variety of transport infrastructure (road, rail and airport) and its geographical location, close to Pointe-Noire and three foreign countries, Niari is an obvious trade and transit hub. And its history, culture and scenery guarantee its tourism potential.

Oyo, nouveau laboratoire de l'enseignement de pointe au Congo

Deux établissements d'excellence sont actuellement en construction à Oyo, dans le département de la Cuvette. Avec celui de Mbounda, à Dolisie, ils traduisent la volonté des autorités congolaises de doter le pays d'une main d'œuvre compétente et bien formée.

A new testing ground for advanced education in Congo

Two schools of excellence are being built in Oyo in Cuvette, reflecting the government's will to give Congo a skilled and well-trained workforce.



Le chantier du lycée d'excellence d'Oyo.

Oyo High School of Excellence under construction

Le gouvernement congolais poursuit sa politique d'investissement dans le secteur de l'éducation. Après la première rentrée scolaire au lycée d'excellence de Mbounda, à Dolisie, dans le département du Niari, le 3 octobre 2011, les autorités ont lancé la construction d'un autre établissement du même type. A Oyo, dans le département de la Cuvette, un lycée d'excellence, mais aussi une Ecole des métiers, des bâtiments et des travaux publics sortent de terre. Débutés en juin 2011, les travaux du lycée d'excellence d'Oyo doivent s'achever en juin 2015. Ils ont été confiés à l'entreprise chinoise CEE-DI et à la société française Socotec, qui intervient en tant qu'ingénieur conseil. A terme, l'établissement, qui comptera 36 salles de classe, s'étendra sur une superficie de plus de 40 hectares. Il sera composé d'une cinquantaine de bâtiments, parmi lesquels un amphithéâtre de 400 places, deux dortoirs, un centre informatique et un laboratoire. A ce jour, la construction des bâtiments scolaires, des dortoirs et des logements est achevée à 75 %. L'installation des terrains de sports est exécutée à 50 % tandis que les aménagements extérieurs et la mise en place des remblais sont en cours.

Les travaux de l'Ecole des métiers, des bâtiments et des travaux publics ont, eux, commencé le 19 mai 2013. La livraison de l'ouvrage est prévue pour septembre 2015. Exécutés par l'entreprise chinoise CRBC, ils ont aujourd'hui dépassé l'étape du gros œuvre.

UN MILLIER D'ÉLÈVES RECRUTÉS SUR CONCOURS

Afin de mesurer l'état d'avancement du complexe, trois membres du gouvernement se sont rendus sur place, le 16 mars dernier. La délégation était composée de Jean-Jacques Bouya, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, d'Hello Matson Mampouya, ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, et de Serge Blaise Zoniaba, ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi. « Si nous voulons aller vers un véritable développement, cela nécessite l'appropriation des tech-



Le lycée d'excellence et l'École des métiers, des bâtiments et des travaux publics d'Oyo ambitionnent d'accueillir des élèves de toute la zone Cemac.

nologies de pointe et la formation professionnelle. Nous espérons qu'à partir de 2015, ces deux établissements ouvriront leurs portes. Les travaux avancent bien et les délais seront tenus », a notamment déclaré, à cette occasion, le ministre Jean-Jacques Bouya.

L'ouverture du lycée d'excellence d'Oyo est prévue pour la rentrée scolaire 2016-2017. Près d'un millier d'élèves y seront admis par concours. « Cette nouvelle expérience est une traduction grandeur nature des années dédiées à l'éducation. Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, vient d'ouvrir un capital important pour les élèves du Congo. Nous ne pouvons qu'être prêts à en organiser la meilleure gestion en nous inspirant de l'expérience de Mbounda », a précisé le ministre Hello Matson Mampouya pendant la visite.

Destinés, en priorité, aux étudiants congolais, le lycée d'excellence et l'Ecole des métiers, des bâtiments et des travaux publics d'Oyo caressent l'ambition de recevoir, également, des élèves en provenance de tous les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac).



Congo's government continues to invest in education, following the Mbounda High School of Excellence in Dolisie with a technical college and a high school of excellence in Oyo, in the Cuvette region.

China's CEEDI, with France's SOCO-TEC as consulting engineers, began work on Oyo's school of excellence in June 2011 with delivery set for June 2015. The school will comprise 50 buildings housing 36 classrooms, a 400-seat amphitheatre, two dormitories, a computer centre and a laboratory, on 40 hectares. To date, buildings are 75% complete and sports fields at 50%, while outdoor facilities and grounds are in progress.

On 19 May 2013, China's CRBC began building the Professional Institute of Technology with delivery set for September 2015. It has largely passed the shell stage.

Oyo's educational institutions plan to draw students from across the entire CEMAC community through excellent educational and management standards

ENTRANCE EXAMS FOR A THOUSAND STUDENTS

A government delegation, comprising Minister Jean-Jacques Bouya, Minister of Primary and Secondary Education Hellot Matson Mampouya and Serge Blaise Zoniaba, Minister of Technical & Professional Education, Skills Training and Employment, visited the site on 16 March. "Real development requires the appropriation of technology and vo-

cational training. We hope the two institutions will open their doors in 2015. The work is going well and on time," said Minister Bouya.

The Oyo High School of Excellence will open for the 2016-2017 school year with nearly 1,000 Congolese students admitted by entrance exam. "This new experience is a full-scale translation of years dedicated to education. President Denis Sassou-Nguesso has opened an important capital for Congo's students. It is up to us to provide the best management based on the Mbounda experience", said Minister Mampouya.

The Oyo High School of Excellence and the Professional Institute of Technology also hope to get students from all countries of the Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC).

La Lékoumou à l'heure de la municipalisation accélérée

Accelerated municipalisation comes to Lékoumou

Après les Plateaux, la Lékoumou accueillera les festivités du 54e anniversaire de l'accession du Congo à l'indépendance, le 15 août prochain. Un événement en vue duquel le département se transforme, grâce à la mise en place du processus de municipalisation accélérée.

After Plateaux county, it's Lékoumou's turn to host the festivities for the 54th anniversary of Congo's independence on 15 August. An event for which the county is being transformed, thanks to the accelerated municipalisation process.

A quelques mois de la célébration du 54e anniversaire de l'indépendance du Congo dans la Lékoumou, le 15 août prochain, Sibiti, le chef-lieu du département situé à 320 km de Brazzaville et à 380 km de Pointe-Noire, se métamorphose pour accueillir ses hôtes avec faste. Comme d'autres avant elle, la ville bénéficie de la réalisation de projets structurants - gage de la réussite de la célébration tournante de la fête nationale - liés au processus de municipalisation accélérée. Initiée par le président de la République, Denis Sassou-N'Guesso, la municipalisation accélérée a permis de mettre en place les conditions propices à l'élimination des disparités sociales entre les différentes régions du pays grâce à l'implantation de nombreuses infrastructures. Ainsi, le 24 mars dernier, Jean-Jacques Bouya, le ministre à la présidence en charge de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, s'est rendu à Sibiti pour mesurer l'état d'avancement des travaux. Il était accompagné, notamment, de Raphaël Moukoko, ministre délégué au Plan et à l'Intégration et vice-président de la Commission technique d'organisation de la fête nationale, et de Thierry Mougalla, ministre des Postes et des Télécommunications et président du Comité consultatif et de suivi de la municipalisation accélérée



de la Lékoumou. Jean-Jacques Bouya a également profité de cette visite de travail pour installer dans leurs fonctions les membres de la Commission départementale d'organisation de la fête nationale. Dirigée par André Ovu, le préfet du département de la Lékoumou, cette instance a plusieurs missions : contribuer à l'identification des projets susceptibles de renforcer l'équipement du territoire départemental, assurer le suivi de leur exécution et mobiliser toutes les ressources humaines pour la réussite de la fête nationale. Lors de la visite du ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, André Ovu s'est engagé à ne pas ménager ses efforts pour satisfaire les attentes du gouvernement.

PLUS DE 150 PROJETS, UN INVESTISSEMENT DE 400 MILLIARDS DE FCFA

Le processus de municipalisation accélérée de la Lékoumou comprend plus de 150 projets dont le coût estimé s'élève à 400 milliards de francs CFA. Ils sont répartis en deux catégories : les projets de grands travaux et les projets préfectoraux dont bénéficieront les districts de Sibiti, Mayéyé, Zanaga, Komono et Bambama. L'aménagement de Sibiti se voulant le plus efficace possible, des priorités ont été définies. Si la construction et l'équipement d'un hôpital général sont prévus en ville comme dans chaque chef-lieu de département, l'accent a toutefois été mis d'abord sur les projets directement liés aux célébrations du 15 août

prochain, tels le boulevard de 528 mètres sur lequel se déroulera le défilé ou les 27 km de voiries urbaines et les deux voies d'accès à l'aéroport dont les travaux sont exécutés par la société China Road and Bridge Corporation (CRBC). Priorité a été donnée également aux travaux de construction du pavillon présidentiel, des chaussées aéronautiques, confiés à la société SGEC, de la centrale thermique, du palais présidentiel, ainsi qu'à l'installation de l'éclairage public, au renforcement du système d'eau potable et à l'agrandissement du stade omnisports, d'une capacité d'accueil de 7000 places assises.

La priorité a été donnée aux projets directement liés à la célébration de la fête de l'indépendance.

A la suite de la visite de ces différents chantiers, Jean-Jacques Bouya, qui est aussi président de la Commission technique d'organisation de la fête nationale, et les membres de sa délégation ont estimé que l'avancement des travaux respectait les termes contractuels et qu'ils seront achevés dans les délais impartis. A Sibiti, les chantiers en cours ne laissent pas les habitants indifférents. Tous entendent se mettre au service des différentes instances mises en place pour participer au développement de la ville et du département, mais aussi assurer le succès des festivités du 15 août. Le processus de municipalisation accélérée dans le département de la Lékoumou s'est largement inspiré de l'expérience déjà menée dans le département voisin des Plateaux, même s'il fait aussi figure de pionnier en ce qui concerne le programme de revitalisation du tissu villageois. Le village de Tongo, dans le district de Zanaga, sera, en effet, le premier à l'expérimenter.

La route Sibiti-Mapati-Zanaga.



Le chantier de l'avenue du palais présidentiel.

The Sibiti-Mapati-Zanaga road



Le stade omnisports de Sibiti.



The new sports stadium is taking shape

With five months to go before Congo's 54th anniversary of independence in Lékoumou on 15 August, Sibiti, the administrative centre, 320 km from Brazzaville and 380 km from Pointe-Noire, is undergoing a transformation so as to welcome guests in style. New infrastructure projects – key to the national holiday's success – are linked to accelerated municipalisation. Initiated by President Denis Sassou-Nguesso, accelerated municipalisation put in place the conditions for eliminating social disparities between different regions of the country through the implementation of numerous infrastructure. Thus, on 24 March, Jean-Jacques Bouya, Minister at the Presidency for Spatial Planning and General Delegate for Major Public Works, travelled to Sibiti to gauge the progress of the work. He was accompanied by, among others, Raphaël Moukoko, Deputy Minister for Spatial Planning and Integration and Vice-Chairman of the National Day Organising Committee's Technical Commission, and Thierry MOUNGALLA, Minister of Posts and Telecommunications and Chairman of the Lékoumou Accelerated Municipalisation Advisory and Monitoring Consultative Committee.

Jean-Jacques Bouya also officially instated the members of the National Day Organising Committee. Managed by André Ovu, the prefect of Lékoumou, the committee has several missions: to contribute to the identification of projects that strengthen the county infrastructure,

monitor its implementation and mobilise all human resources necessary for the success of the national holiday.

OVER 150 PROJECTS AND AN INVESTMENT OF 400 BILLION CFA FRANCS

Lékoumou's accelerated municipalisation process includes over 150 projects at an estimated cost of 400 billion CFA francs. Split into public works and prefectural projects they will benefit Sibiti, Mayeye, Zanaga, Komono and Bambama. While the building and equipping of general hospitals in each administrative centre is planned, the current focus is largely on projects directly related to the 15 August celebrations, such as the 528 metre boulevard for the parade, and the 27 km of urban roads and the two airport access roads, being built by China Road and Bridge Corporation (CRBC) Other projects include the building of the presidential pavilion; runways being built by SGEIC; a thermal power plant; public lighting; a presidential palace; water distribution system extensions and a 7,000-capacity sports stadium. After visiting these sites, Minister Bouya confirmed the work was progressing on schedule.

Lékoumou's accelerated municipalisation was largely inspired by the experience in the neighbouring county of Plateaux, even though it is also the pioneer in terms of the village life revitalisation programme. The town of Tongo, in the Zanaga district will, in fact, be the first to test it.



Work gets underway on the avenue to the presidential palace

INTERVIEW AVEC... NADIA DAOUD

Nadia Daoud est la directrice générale de Neoventech, une entreprise qui s'est récemment distinguée en remportant le marché d'ingénieur conseil dans le cadre du projet de couverture nationale en télécommunications.

INTERVIEW WITH... NADIA DAOUD

Nadia Daoud is managing director of Neoventech, a company that recently found itself in the limelight when it won the bid for consulting engineer on the country's fiber optic connection project.

Neoventech, cette société « à taille et à vocation humaines » comme aime à le rap- peler sa directrice générale, existe depuis cinq ans au Congo où elle s'est déjà bâti une solide réputation dans le domaine des télécommunications. C'est elle qui a, par exemple, procédé au raccordement en VSAT de la Délégation générale aux grands travaux et de l'Hôtel Alima Palace à Oyo. Rencontre avec sa patronne, Nadia Daoud.

Reflét : Comment est née Neoventech ?

Nadia Daoud : C'est lors de mes premiers voyages en République du Congo, à l'époque où j'étais encore cadre dans une société de télécoms, que je me suis rendue compte que, malgré une demande croissante des entreprises du public et du privé en solutions NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication, ndlr), beaucoup peinaient à trouver la plus adaptée pour leur raccordement. En cause notamment : une méconnaissance du domaine très vaste et très spécialisé des télécommunications. J'ai donc eu l'idée de créer ma propre entreprise dans ce secteur et de la nommer Neoventech – littéralement : « nouvelles technologies et innovation » –, une société dont le but est de conseiller et d'accompagner ses clients à chaque stade de leur projet NTIC.

Comment optimisez-vous les projets que vous développez ?

N. D. : Comme je l'ai indiqué, le domaine des NTIC est à la fois très vaste et très spécialisé. Ainsi, lorsqu'un client

me soumet un projet, mon premier réflexe est de déterminer quel type de solution sera la plus adaptée pour lui. Une fois cette étape préliminaire effectuée, je cherche parmi mon réseau de fournisseurs lequel sera le plus à même de nous accompagner. On peut dire que ma société est fondée sur le principe du partenariat : chacun apporte sa compétence en fonction de son domaine d'expertise pour le succès de tous. Cela inclut, par exemple, une étude de la qualité des équipements, leur concordance par rapport à la solution choisie, leur adaptabilité aux facteurs climatiques ou matériels (coupures d'électricité, etc.)... Nous créons une sorte de maillage allant du fournisseur jusqu'au client final, afin qu'aucun aspect ne soit mis de côté. Cependant, un projet n'est pas achevé une fois la solution installée : le suivi est un facteur clé pour son optimisation. Je présente souvent Neoventech comme une société à taille et à vocation humaines : l'une de nos grandes forces réside dans notre adaptabilité et surtout dans notre disponibilité. Si l'un de mes clients rencontre un problème technique, il sait que nous lui répondrons dans les plus brefs délais. Dans cette perspective, je mets un point d'honneur au développement du transfert de compétences : il est hors de question pour moi, en tant que directrice générale d'une entreprise congolaise, de dépendre de fournisseurs étrangers pour la maintenance des équipements que j'installe. Ainsi, tout projet inclut la formation des ingénieurs locaux afin qu'ils puissent s'approprier ces nouvelles

technologies et garantir l'autonomie des entités publiques ou privées pour lesquelles ils interviennent.

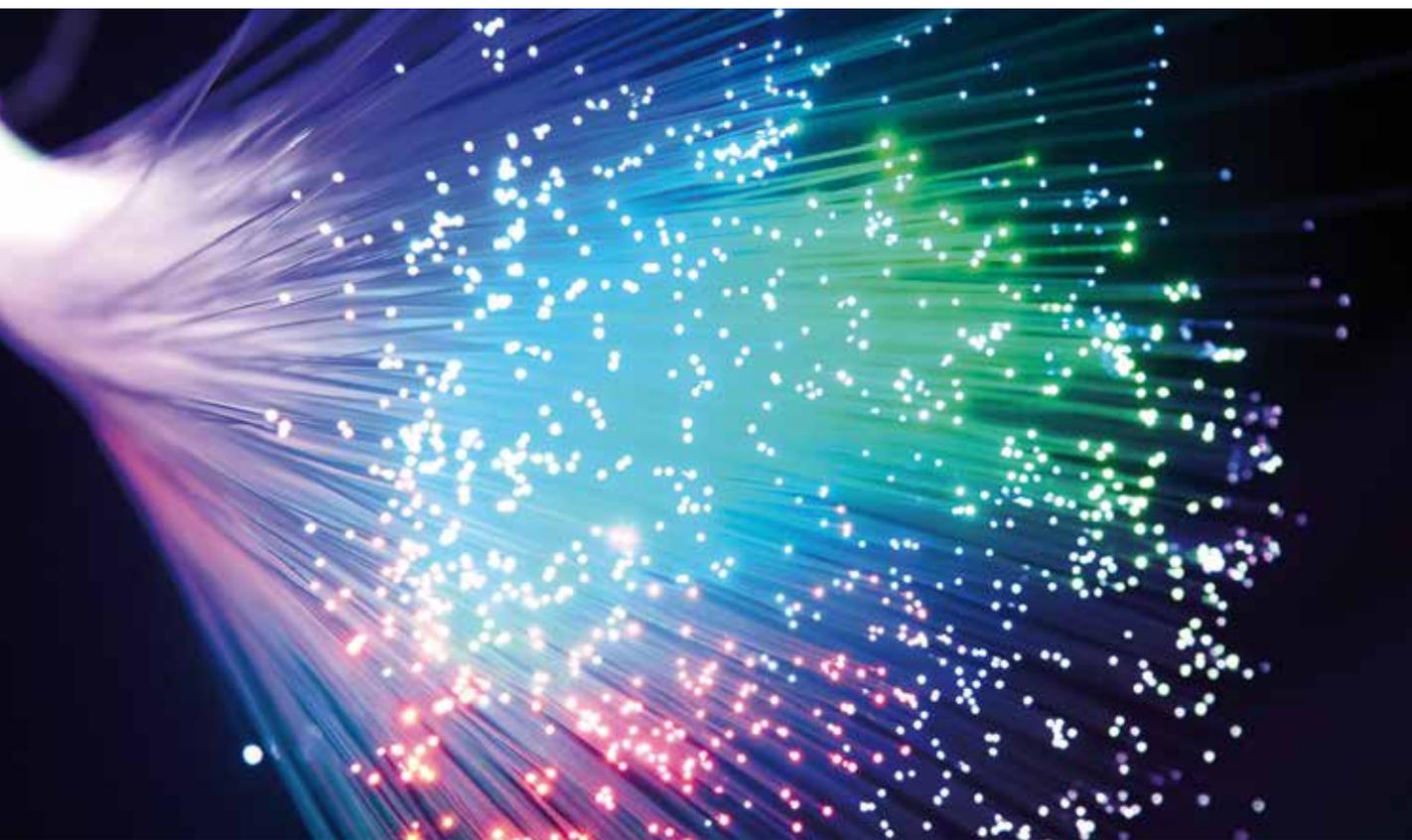
Qu'est-ce qui, selon vous, est essentiel pour garantir le succès d'une installation NTIC ?

N. D. : Pour moi, seule l'exclusivité peut assurer innovation et excellence. Lorsque je découvre une technologie intéressante pour un projet, je m'assure d'en détenir l'exclusivité auprès de mon fournisseur afin que mon client bénéficie d'une réelle valeur ajoutée et d'une différenciation par rapport à ses concurrents.



La directrice générale de Neoventech.

Managing Director of Neoventech



This “people-orientated company”, as its managing director likes to call it, has been in Congo for five years and has already built a solid reputation in the field of telecommunications. Neoventech was responsible for connecting the General Delegation of Major Public Works and the Grand Hotel in Oyo to VSat.

How did Neoventech come about?

Nadia Daoud: It was during my initial travels in the Republic of Congo, at the time when I was still a telecom company executive, that I realised that, despite growing demand from public and private companies for ICT solutions, many struggled to find one suited to the connection they needed, the main reason being that there is a lack of knowledge of the very large and highly specialised telecommunications field. So I had the idea of creating my own ICT company and to call it Neoventech – literally: new technologies and innovation – a company whose purpose is to advise and assist clients at every stage of their ICT projects.

Skills transfer is a matter of principle, thus all projects include the training of local engineers to ensure autonomy

How do you optimise the projects you develop?

ND: As I indicated, the ICT field is both very large and highly specialised. So when a client gives me a project, my first reaction is to determine what type of solution is best suited to the client's needs. Then I look at my network of suppliers to decide which one is best suited to the project. One could say that my company is based on the principle of partnership: everyone contributes their skills according to their area of expertise for the overall success of the project. This includes, for example, a study of the quality of equipment, its suitability to the chosen solution, adaptability to climatic factors or materials (power cuts), etc. We create a mesh that links up from the supplier to the end user, so that no aspect is

overlooked. However, a project is not finished when the solution is installed: monitoring and follow-up is a key factor for optimisation. I often present Neoventech as a people-orientated company because one of our greatest strengths is our adaptability and availability. If my customers encounter a technical problem, they know that we'll respond as quickly as possible. Therefore, skills transfer is a matter of principle; it's out of the question for me, as managing director of a Congolese company, to rely on foreign suppliers for the maintenance of equipment that I install. Thus, all projects include the training of local engineers to take ownership of these new technologies and ensure the autonomy of the public or private entities for which they work.

What do you think is essential to the success of an ICT system?

ND: For me, only exclusivity can ensure innovation and excellence. When I come across an interesting technology for a project, I make a point of negotiating exclusivity with my supplier so that my clients have real added value and differentiation in relation to their competitors.

Aménagement du territoire : la loi-cadre d'orientation enfin adoptée

Le Congo vient de se doter d'une loi-cadre pour l'aménagement du territoire et le développement. Le texte, révolutionnaire, a deux objectifs : soutenir la croissance économique congolaise et renforcer l'identité du pays.

Spatial Planning: the framework law finally passed

Congo recently adopted a law on land use and development. The revolutionary bill has two objectives: to support Congo's economic growth and strengthen the country's identity.

Le 24 avril dernier, l'Assemblée nationale a adopté un texte encadrant l'aménagement du territoire au Congo. Face aux députés, Jean-Jacques Bouya, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, a été assez convaincant.

Après avoir fait la synthèse du projet de loi, il a expliqué pourquoi le Congo devait se doter de ce texte qui permettra au gouvernement d'agir sur le territoire de façon coordonnée et concertée. En clair : il lui donnera les moyens de construire les bases de l'émergence du pays afin qu'il profite au mieux de ses matières premières abondantes, de ses sols fertiles, de ses grands massifs forestiers, de ses réserves naturelles et de sa position géographique de transit. A terme, le texte, qui laisse entrevoir une vision multisectorielle globale et prévoit de valoriser les potentialités et le rayonnement de chaque département, a pour objectif de doter le pays d'atouts comparables à ceux des pays émergents pour lui donner toutes les chances de capter une partie significative des flux de capitaux internationaux.

UNE AMBITION ÉCONOMIQUE POUR LE CONGO

«*Il faut implanter le maximum d'infrastructures, d'équipements et de services publics répondant aux besoins des entreprises et des populations*», a précisé Jean-Jacques Bouya.

Le projet de loi vient, en outre, compléter le dispositif mis en place pour accroître l'attractivité congolaise matérialisée, par exemple, par la construction de l'université Denis-Sassou-N'Guesso de Kintélé ou la mise en place d'une politique de formation qualifiante à l'échelle nationale. Dans son intervention, Jean-Jacques Bouya a également demandé à tous les Congolais de s'engager dans le processus. Grâce à cette loi, a-t-il dit, «*le Congo déclenche une marche forcée qui appelle l'engagement*

Le texte donnera au Congo les moyens de profiter au mieux de ses atouts : matières premières abondantes, sols fertiles, grands massifs forestiers, etc.

de tous les acteurs pour passer d'un territoire vide, donc naturel, à un territoire maillé selon notre volonté commune». Il a ensuite invité chacun à ne plus être alarmiste ou dubitatif, mais plutôt porteur d'idées et de projets. C'est ainsi que le territoire congolais se dotera des leviers stratégiques qui offriront aux villes comme aux villages des opportunités d'affaires, a-t-il poursuivi.

RENFORCER L'IDENTITÉ NATIONALE

La loi votée le 24 avril vise également à renforcer la cohésion nationale par une unification des territoires congolais, les autorités ayant fait le constat que l'affaiblissement des liens entre les citoyens d'une nation est à l'origine de situations conflictuelles potentiellement désastreuses.

Le texte entend, en effet, faire du territoire un vecteur de solidarité, un lieu de transversalité permettant de dépasser les cloisonnements et d'insuffler une nouvelle culture et de nouvelles pratiques de l'action publique. En ligne de mire : parvenir à un meilleur brassage des populations, mais aussi à



La route bitumée d'Owando.

The freshly tarred Owando road

On 24 April, the National Assembly passed a bill governing land use in Congo. In presenting the bill to his fellow ministers, Jean-Jacques Bouya, Minister of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works, was convincing. After summarising the draft law, he explained why Congo should adopt this law which will allow the government to plan land use in a coordinated and concerted way. Clearly, it will provide government with a guideline to building the foundation of the country's emergence, ensuring that it gets the most out of its abundant raw materials, fertile soil, huge forests, natural reserves and its geographical position as a transit country. Ultimately, the objective of the bill, which offers a comprehen-

sive multi-sectoral vision and plans for developing the potential and influence of each county, is to provide the country with advantages comparable to those of emerging countries, thereby giving it every chance to securing a significant share of international capital flows.

CONGO'S ECONOMIC AMBITION

"We must build a maximum of infrastructure, facilities and public ser-

The new framework law provides a guideline for planning land use to ensure the country gets the most from its abundant resources

vices to meet the needs of businesses and communities," said Jean-Jacques Bouya. Furthermore, the draft bill complements the system put in place to increase Congo's attractiveness, revealed, for example, by the construction of the Denis Sassou-Nguesso University in Kintélé and the implementation of a nationwide skills training policy.

In his speech, Jean-Jacques Bouya also called upon all Congolese people to become part of the process. He said that, thanks to this law, "Congo is launching sustained efforts that call for the commitment of all stakeholders in order to progress from an unequipped, natural territory to a territory linked up according to our common will." He requested that people not be alarmist or doub-

une hausse des échanges commerciaux et à une multiplication des événements qui permettent aux populations de se retrouver.

En résumé, l'autre idée directrice de ce texte est donc de faire du pays non pas une simple juxtaposition d'espaces départementaux mais un territoire intégré, dans lequel villes et villages sont interconnectés par des réseaux de transports, de communication, d'électricité, etc. Comment expliquer, en effet, que des départements comme la Lékoumou, les Plateaux et la Cuvette Ouest, qui appartiennent à un même groupe linguistique, ne soient, aujourd'hui encore, pas en mesure de développer leurs échanges ? Pourquoi Brazzaville demeure-t-il le passage obligé lorsque l'on veut aller de Sibiti à Djambala ?

La loi entend aussi unifier les territoires congolais en permettant de dépasser les cloisonnements et en insufflant de nouvelles pratiques de l'action publique.

Une fois promulgué, le projet de loi ouvrira la voie à la révision de nombreux textes, au premier rang desquels le Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), qui prendra désormais en compte les programmes de municipalisation accélérée et de revitalisation du tissu villageois.

Le texte n'aura, en revanche, aucun impact sur l'organisation administrative du territoire et sur la politique de décentralisation. Alors que le découpage administratif actuel est susceptible d'évoluer à tout moment, le zonage du territoire contenu dans le projet de loi se veut, lui, immuable puisque reposant sur les écosystèmes. C'est le cas de la vallée du Niari qui comprend un important potentiel agro-pastoral couvrant une partie du Pool, le Niari et la Bouenza et de la zone forestière du Sud Congo couvrant une partie du Niari et tout le département de la Lékoumou.

Le 24 avril, Jean-Jacques Bouya a présenté la nouvelle loi aux députés.

Jean-Jacques Bouya presented the draft bill to fellow ministers on 24 April



ful, but to rather bring their ideas and projects to the table. In this way, Congo would be able to develop strategic levers to give cities and villages more business opportunities, he said.

STRENGTHENING NATIONAL IDENTITY

The law passed on 24 April also aims to strengthen national unity by linking up all parts of Congo, since authorities believe that the weakening of ties between a nation's citizens is the source of potentially disastrous conflict situations. The law intends to make the region a vector of solidarity, a cross-divisional place to break down barriers and instil a new culture and practices of public action. The aim is to achieve a better mix of people, as well as an increase in trade and a proliferation of events where people will meet and mix.

To summarise, this bill is also aimed at ensuring that the country is not just a juxtaposition of provinces, but an integrated territory in which towns and villages are interconnected by networks of transportation, communication,

electricity, etc. How, in effect, does one explain that counties such as Lékoumou, Plateaux and Cuvette Ouest, which belong to the same language group, are still today unable to expand their inter-provincial trade? And does one really still have to go through Brazzaville when travelling from Sibiti to Djambala? Once enacted, the bill will pave the way for the revision of numerous laws, the first and foremost being the National Spatial Planning Scheme (SNAT), which will now take into account the accelerated municipalisation and village revitalisation programmes.

The bill will, however, have no impact on the administrative organisation of the country and the decentralisation policy. While the current administrative boundaries may change at any time, the territorial zoning in the bill remains immutable as it is mainly ecosystem based. For example, the Niari valley, with its major agro-pastoral potential, covers part of Pool, Niari and Bouenza, and the forest zone of southern Congo covers part of Niari and the entire county of Lékoumou.

BUILD AFRICA : COUP D'ESSAI, COUP DE MAÎTRE

TEMBÉ, AS-TU SUIVI LE FORUM BUILD AFRICA?

OUI JUSTE COMME ÇA,
À LA TÊLE



ET SI ON ALLAIT VOIR TONTON EYAND
POUR EN SAVOIR UN PEU PLUS?

TONTON EYAND,
C'EST QUOI BUILD AFRICA?



BUILD AFRICA, C'EST UNE INITIATIVE
PERSONNELLE DU PRÉSIDENT SASSOU-
N'GUÉSSO DONT L'OBJECTIF EST DE
RASSEMBLER LES EXPERTS MONDIAUX EN
INFRASTRUCTURES AFIN DE PALIER AU
DÉFICIT QUE CONNAIT LE CONTINENT
AFRICAIN...

EST-CE QU'UN TEL FORUM
EST IMPORTANT POUR NOTRE
PAYS?



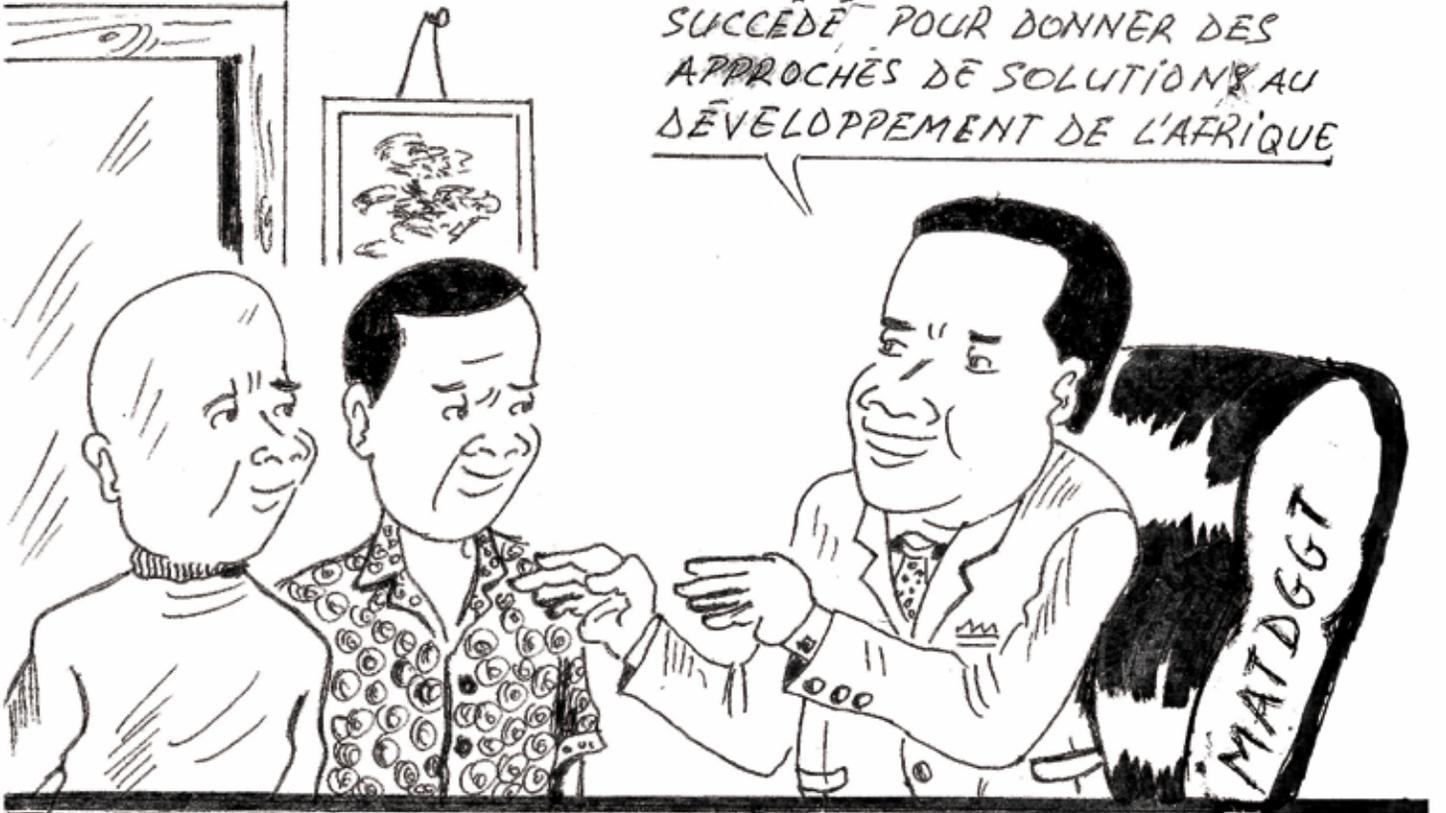
BIEN SÛR. POUR NOTRE PAYS
NOUS AVONS BESOIN DES
INVESTISSEURS ÉTRANGERS,
ET ENCOURAGER LE
PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ
ET LES INVESTISSEMENTS
DIRECTS



Y'A-T-IL EU RÉELLEMENT
DE L'ENGOUÈMENT?

Si... Si...

... 1000 PARTICIPANTS Y ÉTAIENT,
SUR LES 400 ATTENDUS.
ET 87 INTERVENANTS SE SONT
SUCCÉDÉ POUR DONNER DES
APPROCHES DE SOLUTIONS AU
DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE



QU'EST CE QUE NOTRE PAYS
A GAGNÉ DE CE FORUM ?



BEAUCOUP ! JE NE CITERAI QUE : L'ACCORD
SUR LA RECHERCHE DE FINANCEMENT
POUR LE BARRAGE DE SOUNDA, AVEC LA
BANQUE MONDIALE (CFC) ; L'ENCADREMENT
EN MATIÈRE DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ,
AVEC LE GROUPE "ÉDIFICE CAPITAL" ; UN
ACCORD D'ASSISTANCE TECHNIQUE ENTRE
LE CONGO ET LE MAROC EN MATIÈRE DE
TRAVAUX PUBLICS ; UN ACCORD ENTRE
LE CONGO ET LA BANQUE MONDIALE
SUR L'AGRO-INDUSTRIE POUR UN CÔT.
DE 100 MILLIONS DE DOLLARS ; ET, ENFIN,
UN ACCORD DE COOPÉRATION EN
MATIÈRE DE TIC AVEC LE GABON.

AH BON... ALORS, C'ÉTAIT DONC
IMPORTANT !



NON... TRÈS IMPORTANT.
C'EST POURQUOI LE PRÉSIDENT
DENIS SASSOU-N'GUESSO A
DECIDÉ D'ORGANISER CE
FORUM, TOUS LES 2 ANS.
LA 2^E ÉDITION AURA LIEU
EN OCTOBRE 2016, SOUS
SON PATRONAGE

→ **CONSTRUISONS
ENSEMBLE**

→ **ACCÈS À
L'EAU POTABLE**

→ **GLISSEMENT
DE TERRAIN**

Nous vous offrons le monde au départ de Brazzaville

